

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
DOMAINE DE LA LÉGISLATION
DES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

LÉGISLATION — JURISPRUDENCE — DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 6 Juin 1908, à 2 h. 1/2.

PAR

MAURICE VOISIN

AVOCAT A CHARTRES

Président . M. PIÉDELIEVRE, professeur.

Suffragants : { MM. JAY, professeur.
CAPITANT, agrégé.

CHARTRES
IMPRIMERIE DURAND

9, RUE FULBERT

1908

LE
DOMAINE DE LA LÉGISLATION
DES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
DOMAINE DE LA LÉGISLATION
DES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

LÉGISLATION — JURISPRUDENCE — DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 6 Juin 1908, à 2 h. 1/2.

PAR

MAURICE VOISIN

AVOCAT A CHARTRES



Président. M. PIÉDELIEVRE, professeur.

Suffragants : { MM. JAY, professeur.
CAPITANT, agrégé.

CHARTRES
IMPRIMERIE DURAND

9, RUE FULBERT

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

La matière des accidents du travail est si vaste et elle a fait l'objet d'une littérature juridique si abondante que nous voudrions indiquer au début de cette thèse le but que nous nous proposons d'atteindre en précisant les limites du domaine de la législation des accidents du travail.

Nous n'entendons pas déterminer les personnes qui peuvent bénéficier de la législation spéciale des accidents, ni celles qui sont responsables en établissant un criterium qui permette de reconnaître le chef d'entreprise.

Nous ne voulons pas définir non plus les accidents qui donnent droit au bénéfice de la loi du 9 avril 1898.

Notre but est d'indiquer à quelles professions s'applique la législation spéciale.

Après avoir rapidement défini le risque professionnel nous aborderons l'interprétation de la loi du 9 avril 1898 en nous inspirant des travaux préparatoires de cette loi et de la jurisprudence. Nous préciserons la portée de la loi du 12 avril 1906 qui a étendu au commerce le régime appliqué auparavant à l'industrie. Nous indiquerons la situation actuelle de l'agriculture à l'égard du risque professionnel et nous analyse-

rons les projets qui tendent à soumettre les agriculteurs au même régime que les industriels et les commerçants, Nous étudierons la loi du 18 juillet 1907 qui permet à tout patron de s'assujettir volontairement au risque professionnel. Nous dirons dans quelle mesure la législation des accidents du travail s'applique à l'État, aux départements, aux communes et aux établissements publics. Nous entrerons enfin dans le domaine du droit comparé et nous mettrons en relief les caractères qui, au point de vue des professions assujetties, distinguent ou rapprochent de la nôtre les législations étrangères.

Nous entendons limiter nos efforts à l'étude de la loi du 9 avril 1898 et des lois qui l'ont modifiée, précisée ou étendue. Nous n'aborderons donc pas le système spécial de réparation des accidents survenus aux inscrits maritimes dans l'exercice de leur profession.

Le but de cette étude ainsi défini, nous voudrions en préciser l'esprit.

Notre sujet pourrait convenir à un travail d'économie politique. On se demanderait, après avoir rapidement précisé le domaine de la loi des accidents, quels sont les arguments qui en justifieraient l'extension ou qui, au contraire, tendraient à maintenir l'état de choses actuel. On pourrait rechercher ainsi, par exemple, s'il convient d'étendre à l'agriculture la législation spéciale.

Les controverses passionnées qui se sont produites et qui existent encore sur cette difficulté ont fait l'objet de divers travaux et ont été exposées à maintes reprises. Leur caractère de considérations économiques ou politiques les écarte de notre travail.

C'est une étude exclusivement juridique que nous voulons faire.

Nous nous contenterons donc d'indiquer d'une manière aussi précise que possible les limites actuelles du domaine de la législation des accidents. Et s'il est nécessaire que nous rappelions les projets d'extension, nous étudierons leurs conséquences juridiques, laissant de côté les considérations économiques et politiques qui les justifient.

Nous entendons faire uniquement une interprétation juridique des textes dont nous nous proposons l'étude.

INTRODUCTION

Définition du risque professionnel. — La responsabilité des accidents du travail avant et après la loi du 9 avril 1898.

Avant la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier victime d'un accident du travail se trouvait souvent dans une situation difficile. Le patron était régi et souvent protégé par les principes généraux de la responsabilité établis par le Code Civil. Les articles 1382 et 1383 du Code Civil obligeaient l'ouvrier à prouver que le patron avait soit par lui-même, soit par ses préposés, commis une faute, une négligence ou une imprudence, et que cette circonstance était la cause génératrice de l'accident. C'était une double preuve qui incombait à l'ouvrier en tant que demandeur et, comme pratiquement il lui était souvent impossible de la faire, il ne pouvait prétendre à aucune réparation.

On chercha à remédier à ce système et, comme l'ouvrier succombait sous la charge de la preuve, on songea tout d'abord à mettre cette preuve à la charge du patron. Ce système du renversement de la preuve fit l'objet d'une proposition de M. Martin-Nadaud à la

Chambre des députés, déposée le 29 mai 1880 (Annexe 2660. *Journal officiel* du 6 juin 1880, p. 6179) et déposée à nouveau le 4 novembre 1881 (Annexe n° 5. *Journal officiel* du 9 novembre 1881, p. 1599). L'article premier de cette proposition était ainsi conçu : « Quiconque emploie les services d'autrui est tenu de le garantir contre les accidents résultant du travail dans n'importe quel métier, comme aussi sur les Chemins de fer de l'État et des Compagnies, à moins que l'employeur ne prouve que les accidents sont dus à la faute de la victime. »

Au point de vue doctrinal, M. Sainctelette, en Belgique, et M. Sauzet, en France, cherchèrent en dehors de toute réforme législative à mettre la preuve à la charge du patron par la théorie de la faute contractuelle. D'après ces auteurs, le principe de la responsabilité des accidents du travail devait être cherché non dans les règles des délits et quasi-délits, mais bien dans celles du contrat de louage de services. Dans un rapport, au Sénat, déposé le 24 janvier 1889 (Annexe n° 9, *Journal officiel* des 14 mai et 3 juin 1889, p. 211), M. Tolain, rappelant ce système, disait : « Le patron acquiert par le contrat de louage le droit de direction, de surveillance et de commandement sur l'ouvrier. Il est responsable vis-à-vis des tiers des suites dommageables de ce que fait l'ouvrier dans l'exercice de son travail. Il doit par suite du même contrat donner à l'ouvrier la sécurité pendant l'ouvrage. Il résulte de ce principe de garantie contractuelle qu'en cas d'accident la preuve de la non-culpabilité incombe au patron. C'est à lui de prouver la faute, la négligence

et l'imprudence de l'ouvrier. » Cette thèse de la faute contractuelle fut admise par la jurisprudence belge (Cassation. Belgique, 8 janvier 1886, D. P. 86. 2.153). Elle ne put s'introduire dans la jurisprudence française.

M. Saleilles imagina un second système qu'il arriva presque à faire consacrer par les tribunaux. Il s'empara de la responsabilité que l'article 1384 impose au propriétaire d'une chose. « On est responsable, aux termes de cet article, du dommage causé par le fait des choses qu'on a sous sa garde. » Il appliqua cette responsabilité au patron propriétaire de l'outillage industriel. L'ouvrier n'aurait eu ainsi à prouver que la relation de cause à effet entre la machine dont le patron était propriétaire et l'accident subi. Cette preuve faite, le patron n'aurait pu se soustraire à cette responsabilité qu'en démontrant que l'accident était dû à un cas fortuit. Et considérant alors la notion de cas fortuit, M. Saleilles la définissait par une distinction (Note. Sous. D. 1897. 1. 433). « Au sens strict il s'agirait des causes provenant du dehors, n'ayant aucun rapport d'origine avec le mouvement de l'outillage ou le fonctionnement de la machine. » « Mais le cas fortuit peut s'entendre aussi d'une cause inconnue n'impliquant plus ni vice de construction initial, ni faute du patron, et provenant cependant du fonctionnement même de l'outillage : c'est le risque professionnel. » Et si l'auteur admettait que le patron pût se dégager en démontrant que l'accident était le résultat d'un cas fortuit au sens strict, il prétendait au contraire lui faire supporter le cas fortuit au sens large, le risque professionnel.

Cette théorie, qui eût pu dispenser d'une législation spéciale des accidents, faillit triompher en jurisprudence. Nous allons voir, en tout cas, en retraçant rapidement l'évolution de cette jurisprudence, que les victimes d'accidents ont profité d'une interprétation large des articles 1382, 1383 et 1384 du Code Civil.

L'article 1382 du Code Civil suppose une faute du patron et sur cette faute il fonde le principe de la responsabilité qu'il édicte. L'ouvrier va être obligé de démontrer l'existence du fait sur lequel il prétend faire reposer son action en responsabilité. Ce qui rend la preuve difficile c'est que très souvent on prétendra que l'accident est dû à une omission du patron. Et alors, comme l'indique M. Saleilles, dans la note du Dalloz précitée, deux questions vont surgir :

1° Il ne peut y avoir faute que si la précaution omise constitue une obligation pour le patron. Et alors quelles sont les obligations du patron ?

2° Comment va-t-on établir la relation de cause à effet entre la précaution omise et l'accident ?

La jurisprudence, sur la première question, se montra de plus en plus exigeante. Elle reprocha au patron non seulement l'absence de précautions usuelles, mais encore le défaut de précautions exceptionnelles (Grenoble, 6 février 1894, D. P. 94. 2. 304) (Dijon, 27 avril 1877. D. 78. 1. 283).

Au contraire, les tribunaux admirent avec facilité et complaisance qu'une relation de causalité existait entre la faute constatée et l'accident.

Cette jurisprudence en arrivait, en définitive, comme

le remarque M. Saleilles, à considérer la faute « moins dans sa relation subjective avec l'accident survenu, moins dans les rapports de la volonté imprudente, inattentive, avec le dommage réalisé que dans sa matérialité elle-même et dans ses éléments objectifs. C'est le fait matériel lui-même qui désormais est seul pris en considération ».

C'était donner de grandes facilités à la victime pour la preuve qui lui incombait. Mais malgré tout il y avait un cas où les articles 1382 et 1383, si largement interprétés qu'ils fussent, ne pouvaient assurer à l'ouvrier la réparation indispensable.

« Quand l'ouvrier n'avait joué qu'un rôle purement passif » et que d'autre part aucune précaution, quelque rigoureuse qu'elle fût, ne paraissait avoir été omise, « quand l'ouvrier avait succombé sous l'explosion d'une machine éclatant à l'improviste, la cause immédiate de l'accident paraissait être la chose elle-même, la machine qui était brisée ou qui avait laissé échapper sa vapeur ». On était donc naturellement amené à appliquer la responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde, décrite et précisée dans l'article 1384, § 1^{er}, c'est-à-dire la théorie de M. Saleilles.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 16 juin 1896 (D. P. 97. 1. 433) avait paru entrer dans cette voie. Il se référait expressément à l'article 1384 du Code Civil. Et comme, pour se soustraire à la responsabilité édictée par cet article, le propriétaire de la machine, cause du dommage, aurait pu invoquer le cas fortuit, l'arrêt prenait soin de constater que l'explosion était due à un vice de

construction, exclusif de force majeure ou de cas fortuit.

Pour que le triomphe de M. Saleilles fût complet, il fallait que la jurisprudence amenée par sa thèse à préciser la notion de cas fortuit entendit cette notion dans son sens strict, laissant le risque professionnel à la charge du patron.

Or, dans un arrêt du 30 mars 1897, la Chambre des Requêtes ayant constaté qu'une machine explosée était construite selon toutes les règles de l'art, et sans chercher dans une circonstance extérieure la cause de l'explosion, déchargea le patron de toute responsabilité. C'était dire que tous les cas fortuits, que le mot fût entendu au sens large ou au sens strict, devaient rester à la charge de la victime.

L'application légale du risque professionnel allait avoir pour effet de lever toutes les difficultés qui subsistaient après l'échec partiel du système de M. Saleilles.

« Le risque professionnel, disait M. Cheysson (*Journal des Économistes* du 15 mars 1888), c'est le risque afférent à une profession déterminée, indépendamment de la faute des patrons et des ouvriers... L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils, il les subit. C'est au maître qu'incombe la responsabilité de la machine qui tue et qui blesse. La machine est sienne. N'en doit-il pas répondre au même titre qu'il entretient ses outils et ses machines en faisant entrer le risque professionnel dans le prix de revient ? »

La circulaire du Ministre du Commerce du 24 août 1899, reprenant cette définition, déclarait : « L'entre-

prise même, considérée dans son impersonnalité, assume la réparation de l'accident causé par la production, comme tous les autres frais de cette production, et l'incorpore avec eux au prix de revient. L'ouvrier n'a plus de risque personnel à subir, de preuves à administrer. Comme son travail le constitue créancier du salaire, tout accident de travail le fait créancier d'une indemnité. »

C'est ce principe du risque professionnel que la loi du 9 avril 1898 allait appliquer en mettant dans une large formule à la charge du patron les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail.

Mais si cette loi assurait aux ouvriers protégés par elle une réparation en cas d'accident du travail, elle était loin de protéger tous les ouvriers. L'importance même de la réforme fit que ses auteurs ne purent la réaliser complètement. Ils durent procéder par étapes et ne soumettre à leur législation que les professions où le travail apparaissait comme le plus nettement dangereux.

De nombreuses difficultés se produisirent dans la détermination des professions soumises à la loi. Et c'est l'histoire de la jurisprudence à laquelle elles donnèrent lieu que nous voudrions retracer au cours de notre étude.

Il s'agit d'ailleurs d'une étude presque complètement historique, car le vote de la loi du 12 avril 1906, en étendant aux exploitations commerciales la législation spéciale des accidents, a diminué l'intérêt actuel de cette jurisprudence.

CHAPITRE PREMIER

Détermination du principe d'interprétation de la loi du 9 avril 1898.

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 est ainsi conçu :
« Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux donnent droit au profit de la victime ou de ses représentants à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours. »

Ce texte contient une énumération de professions soumises au risque professionnel.

Mais doit-il être interprété strictement ? L'énumération est-elle énonciative ou limitative ? La loi doit-elle

s'appliquer à toute l'industrie ou se restreindre à certaines catégories déterminées de professions ?

Cette question s'est particulièrement posée à propos de la définition des mots « usines, manufactures et chantiers » contenus à l'article 1^{er}. Nous verrons quel sens la jurisprudence a donné à ces expressions. Mais le problème que nous avons à résoudre a une portée générale et est distinct de ces difficultés particulières.

Si l'on se reporte au début même de l'application de la loi du 9 avril 1898, on va voir apparaître des divergences d'interprétation dans les circulaires que le pouvoir exécutif adresse à ses agents.

Le Garde des Sceaux, dans une circulaire du 10 juin 1899 adressée aux Procureurs généraux (*Recueil de documents du Ministère du Commerce*, n° 1, p. 50) considérerait que la loi de 1898 dont l'application allait commencer le 1^{er} juillet suivant, avait fait dans son article 1^{er} une énumération limitative : « L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 fait une distinction : il énumère *limitativement* les établissements auxquels la loi s'applique toujours et sans condition. Viennent ensuite les autres exploitations en général dans lesquelles l'application de la loi est subordonnée soit à la fabrication ou à la mise en œuvre de matières explosives, soit à l'usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

Deux mois plus tard, le 24 août 1899, le Ministre du Commerce, adressant une circulaire aux Préfets, disait : « Le droit nouveau... n'est pas encore le droit commun... Seules, en principe, les entreprises industrielles s'y

trouvent soumises. Il ne s'étend aux entreprises commerciales ou agricoles que si, comportant la fabrication ou la mise en œuvre de matières explosives ou l'emploi de moteurs inanimés, elles exposent par là même les ouvriers à des risques analogues à ceux des entreprises industrielles proprement dites. Par contre, il semble bien que *toute l'industrie sans distinction* soit assujettie. »

C'était admettre nettement l'interprétation extensive de la loi.

La jurisprudence adopta tout d'abord l'interprétation restrictive et elle crut trouver dans les travaux préparatoires le fondement de ce système d'interprétation.

M. Ricard, en effet, dans un rapport à la Chambre des députés (Annexe n° 1926. *Journal officiel* des 25, 26 et 27 avril 1892) précisait ainsi la portée de l'article premier. « Votre commission... a pensé que pour introduire utilement le principe nouveau du risque professionnel il fallait procéder avec ordre, avec méthode et avec une certaine lenteur. En précipitant tout à l'excès on compromettrait à coup sûr le sort d'une des plus importantes réformes sociales. Nous nous sommes seulement efforcés d'élaborer un texte assez compréhensif pour atteindre en même temps que les usines toutes *les industries* entreprises et exploitations, *présentant* pour ceux qui y sont employés *des dangers manifestes* et en quelque sorte inévitables. »

Le caractère limitatif des dispositions de l'article premier paraissait encore ressortir des paroles prononcées par M. le sénateur Buffet, au cours des débats qui eurent lieu en 1895. « Le texte de l'article premier, disait-il,

qui contient une énumération, présente, si on s'attache à ses termes, un caractère absolument limitatif. Contrairement à ce texte, aux termes formels de l'article premier, M. le Rapporteur est venu déclarer au Sénat que l'énumération avait un caractère purement énonciatif. Comme les déclarations d'un rapporteur ne constituent pas le commentaire officiel d'une loi, les tribunaux sont parfaitement autorisés à n'en tenir aucun compte lorsque le texte est clair et précis et ne comporte pas de bonne foi deux interprétations. » (Séance du 4 juillet 1895).

Parmi les documents de jurisprudence qui adoptèrent cette interprétation restrictive de la loi nous citerons :

1° Deux arrêts du Conseil d'État du 28 février 1902 (D. 1902. 3. 17) refusant de comprendre parmi les professions soumises à la taxe additionnelle à la patente de petits ateliers en déclarant qu'on ne pouvait les considérer comme une manufacture dans le sens de l'article premier.

2° Un arrêt de la Cour d'Aix, du 17 novembre 1900 (D. 1902. 2. 68) où l'on relève les motifs suivants : « Considérant... qu'il suffit de lire l'article premier si souvent remanié depuis plus de 10 ans pour être convaincu que le législateur a voulu limitativement énumérer les professions où le travail était le plus particulièrement dangereux... Qu'il importe peu qu'au cours d'une discussion passionnée et quelque peu confuse, quelques orateurs, regrettant à tort ou à raison qu'on n'ait pas organisé l'assurance obligatoire, aient exprimé le désir d'étendre les dispositions de cette loi à toutes les professions. Que

c'est toujours au texte sainement interprété qu'il faut avoir recours pour trancher les difficultés qui se présentent. »

Un arrêt de la Cour de Rennes du 26 novembre 1901 (S. 1902. 2. 135) faisait remarquer enfin que du moment que la loi de 1898 engage des responsabilités ses termes ne peuvent être l'objet d'aucune extension.

Cette interprétation restrictive n'a pas définitivement triomphé en jurisprudence et il était admis, avant la loi d'extension au commerce, que l'article premier était un texte énonciatif et que l'industrie tout entière se trouvait soumise à la loi.

C'est l'opinion que défendit M. Cabouat dans son traité des accidents du travail, et M. Sachet, après avoir soutenu dans les premières éditions de son livre le caractère limitatif des dispositions de la loi de 1898, se rallia au système extensif de la législation spéciale.

L'opinion soutenue par le Ministre du Commerce, dans sa circulaire du 24 août 1899, se trouva ainsi consacrée.

Le Comité Consultatif des assurances contre les accidents du travail avait dès le début de l'année 1900 défendu, dans de nombreux avis, la thèse d'interprétation large de la loi. Voir notamment avis du 24 janvier 1900 (D. 1900. 4. 18), 7 mars 1900 (D. 1900. 4. 71), 4 avril 1900 (D. 1900. 4. 72).

Les travaux préparatoires justifiaient d'ailleurs cette interprétation.

Si M. Ricard avait, dans un rapport de 1892, parlé du caractère limitatif de l'énumération légale, d'autres rap-

porteurs avaient dans les années suivantes précisé nettement son caractère simplement énonciatif.

A la séance du 25 novembre 1895, M. le sénateur Poirrier le déclarait formellement en disant : « Je tiens à rappeler au Sénat, qu'en votant l'article premier qu'il n'a adopté qu'à la suite de longs débats, il ne l'a fait qu'après avoir entendu sa Commission lui déclarer de la façon la plus formelle que dans sa pensée *l'industrie tout entière* se trouvait englobée dans l'énumération de l'article premier. »

Et répondant à M. le sénateur Buffet il ajoutait : « Le texte de l'article premier est donc aussi large que possible, et si la Commission a trop souvent modifié sa rédaction... il faut reconnaître qu'elle est toujours restée fidèle à cette pensée d'appeler à profiter des dispositions de la loi tous les ouvriers employés dans les usines, manufactures ou chantiers. »

M. le sénateur Thévenet, au cours de la discussion qui eut lieu le 20 mars 1896, parlant comme rapporteur de la loi au nom de la Commission du Sénat, déclarait même que, seule, l'agriculture n'était pas soumise au risque professionnel. « L'énumération de l'article 1^{er}, disait-il, renferme des termes très généraux, des termes qui embrassent à notre avis presque toutes les professions. Nous n'avons excepté formellement que l'agriculture lorsque nous avons écarté les moteurs mis en mouvement par les animaux. C'est cette exception seule qui apparaît aux yeux de la Commission comme l'exception qui doit être soulignée. »

La Cour de Cassation a consacré l'interprétation

large de la loi du 9 avril 1898 dans de nombreux arrêts motivés d'une façon identique.

« Attendu, dit-elle, qu'avec les entreprises qu'il désigne nommément l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 assujettit à la responsabilité du risque professionnel sous l'appellation d'usines et manufactures tous les ateliers industriels. Que le législateur, en effet, a renoncé à limiter cette responsabilité soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie. Qu'il a soumis l'industrie entière à la loi nouvelle et qu'il considère tellement que toutes les victimes du travail industriel ont des droits égaux, qu'il a dû, pour la faire échapper à l'application de la règle qu'il posait, préciser que la collaboration accidentelle d'un ou plusieurs camarades n'assujettirait pas à la loi l'ouvrier qui d'ordinaire travaille seul. » Cassation, Chambre Civile, 3 août 1903 (D. 1904. 1. 45). Cassation, Chambre Civile, 5 juillet 1904 (D. 1904. 1. 557) (3 arrêts).

La Cour d'Angers, dès le 13 mars 1901, avait d'ailleurs soutenu cette thèse dans des termes à peu près identiques (*Journal du Palais*, 1903. 2. 141).

« Attendu qu'il résulte d'une manière certaine de l'ensemble des travaux préparatoires de la loi que le législateur a été progressivement amené à en étendre l'application à tous les travaux industriels dont le but est de réaliser un gain et auxquels convient par suite la qualification d'entreprise quelque modeste que soit d'ailleurs l'importance de cette entreprise... Que le rapporteur de la Commission sénatoriale a formellement déclaré à plusieurs reprises et avec l'assentiment du Sénat que le texte de l'article 1^{er} n'était pas limitatif mais qu'il était

au contraire énonciatif... Que l'industrie tout entière se trouvait comprise et englobée dans l'énumération faite dans cet article... Qu'on ne saurait refuser la protection de la loi aux ouvriers employés dans la petite industrie... Que l'article 1^{er} après avoir dans le § 1^{er} édicté d'une manière générale le principe de la responsabilité des chefs d'entreprises industrielles n'a plus apporté à ce principe qu'une seule exception, en disposant que les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs camarades. Que cette unique exception délimitée d'une manière si précise ne peut être arbitrairement étendue. »

Cette jurisprudence, en assujettissant sans distinction l'industrie tout entière, a eu pour effet de permettre l'extension méthodique et progressive de la loi du 9 avril 1898 et de ménager la transition entre l'article 1^{er} interprété strictement et la loi du 12 avril 1906 qui allait marquer une étape dans la voie de l'extension.

Après avoir ainsi dégagé le principe qui doit guider l'interprétation de la loi, nous allons définir les divers termes de l'énumération légale et étudier les difficultés particulières auxquelles chacun d'eux a donné lieu.

CHAPITRE II

L'Industrie du Bâtiment.

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 vise tout d'abord l'industrie du bâtiment.

Cette industrie se trouve tout entière soumise à la législation spéciale, et l'interprétation large dont nous avons posé le principe y trouve son application intégrale. Toutes les professions qui se rattachent au bâtiment, qu'elles répondent à des nécessités ou simplement à des agréments, qu'elles soient directement en rapport avec la construction ou qu'elles en soient seulement l'accessoire, qu'elles soient ou non dangereuses, doivent être considérées comme soumises au risque professionnel en vertu de l'article 1^{er} de la loi de 1898.

Les travaux préparatoires appuient formellement cette interprétation.

M. Béranger aurait voulu faire exclure cette industrie ou tout au moins ne soumettre à la législation spéciale que les professions dangereuses. Il insista sur ce point à diverses reprises et notamment à la séance du Sénat du 13 juin 1895.

M. Thévenet, dans son rapport au Sénat du 2 mars

1896 (Annexe n° 48, *Journal Officiel* du 27 mai 1896. p. 118), reprit la thèse de M. Bérenger.

« Nous avons supprimé, disait-il, l'industrie du bâtiment lorsqu'elle n'emploie pas les machines. Il nous a semblé, en effet, que cette industrie comprenant une foule de petits patrons ne pouvait être soumise à la loi du risque professionnel que si son organisation, au lieu d'être rudimentaire, comprenait vraiment un matériel industriel et un chantier. »

M. Thévenet supprimait donc l'industrie du bâtiment de l'énumération légale. En l'y faisant replacer le Sénat a manifesté sa volonté de soumettre sans réserve cette industrie au risque professionnel.

C'est bien d'ailleurs de cette façon que la jurisprudence a interprété la loi.

Un arrêt de la Cour de Douai du 5 février 1901 (*Le Droit* du 30 octobre 1901) considère comme se rattachant à l'industrie du bâtiment un atelier dans lequel sont transformées les matières premières destinées à l'édification et à l'aménagement des immeubles, sans que l'on ait à s'occuper si le travail présente ou non pour l'ouvrier un danger immédiat.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 9 janvier 1906 (*Journal des Assurances*, 1907, p. 42) soumet les puisatiers à la loi du risque professionnel (voir encore en ce sens Avranches, 24 mai 1901 (*Moniteur judiciaire de Lyon* du 24 novembre 1901); Bordeaux, 9 janvier 1906 (D. 1906. 5. 15).

Nous citons ces décisions parce qu'elles montrent que sous la désignation d'industrie du bâtiment les Tri-

bunaux ont compris des professions qui ne se rattachaient qu'indirectement à la construction proprement dite sans s'occuper de savoir si elles étaient ou non dangereuses.

Les Tribunaux ont même soumis à la législation spéciale des professions dont les produits ont un caractère purement mobilier. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Limoges du 29 mars 1901 (*Le Droit* du 19 juillet 1901) a décidé que l'ouvrier tapissier victime d'un accident du travail peut obtenir le bénéfice de la loi du 9 avril 1898.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 26 mars 1907 (*Le Droit* du 8 novembre 1907) a de même déclaré que le marchand de papiers peints qui annexe à son commerce une entreprise de collage doit accepter la responsabilité du risque professionnel.

Ces décisions étaient d'ailleurs conformes à un avis du Comité Consultatif des Assurances du 4 avril 1900 (D. 1900. 4. p. 72, 2^e colonne, 15^e).

Il faut reconnaître toutefois que ce système n'a jamais fait l'objet d'une jurisprudence indiscutable. A l'encontre des décisions précédentes un arrêt de la Cour d'Orléans du 6 février 1902 a refusé de comprendre parmi les ouvriers du bâtiment les ouvriers en ébénisterie et en petite menuiserie (*Le Droit*, 21 mars 1902). M. Loubat (2^e édition, n^o 95) et M. Sachet (3^e édition, tome I, n^o 115) étaient d'ailleurs d'accord pour exclure de l'industrie du bâtiment toutes les professions ayant un objet exclusivement mobilier.

CHAPITRE III

Usines et Manufactures.

La définition des mots « Usines et Manufactures » et la portée qu'il convenait de leur donner ont fait l'objet de difficultés nombreuses, et c'est la solution de ces difficultés qui a amené la jurisprudence à poser les principes d'interprétation de la loi du 9 avril 1898.

Nous avons vu en étudiant ces principes, que malgré la résistance du Conseil d'État, la Cour de Cassation n'avait pas hésité à déclarer que le législateur avait entendu sous les expressions « Usines et Manufactures » soumettre au risque professionnel l'industrie tout entière, grande ou petite.

Nous ne reviendrons pas sur l'exposé de cette jurisprudence. Nous en ferons simplement l'application aux usines et manufactures. Et à ce propos, nous allons retracer en quelques mots la controverse qui s'éleva sur le point de savoir si les ateliers et tous les ateliers industriels étaient assujettis à la législation spéciale. Nous avons étudié la jurisprudence en nous plaçant au point de vue général de l'interprétation de la loi. Nous allons indiquer les arguments particuliers qui décidèrent l'ap-

plication de l'article premier aux ateliers industriels. Nous aurons ensuite à préciser le criterium qui permettra de distinguer l'industrie des autres professions.

Le mot atelier ne se trouve pas dans l'énumération de l'article premier. Devait-on assujettir les ateliers industriels au risque professionnel?

La question fut posée au cours des nombreux débats qui précédèrent le vote de la loi et elle fut résolue dans le sens de l'affirmative.

M. Poirrier, rapporteur au Sénat, déclarait à la séance du 25 novembre 1895: « J'ajoute qu'à notre avis la dernière partie de l'article premier a été introduite par la Chambre dans la crainte que l'énumération faite au commencement de l'article ne comprit pas tout le travail industriel. « C'est ainsi que l'on est arrivé à parler des entreprises de transport, de chargement, de déchargement, des chantiers... »

Et à la séance du 20 mars 1896, M. le sénateur Thevenet, alors rapporteur de la loi, répondant à M. Buffet qui lui demandait si les ateliers étaient compris dans le projet de loi, disait: « Les ateliers sont compris dans les mots « Usines et Manufactures. »

Dès le 24 août 1899, le Ministère du Commerce, dans la circulaire que nous avons précédemment indiquée, adoptait formellement cette interprétation. Et au début de 1900, le Comité consultatif des assurances soutenait la même thèse.

Mais le Conseil d'État et la jurisprudence civile s'accordèrent pour exclure les ateliers du risque professionnel.

Nous avons cité dans notre premier chapitre deux arrêts du Conseil d'État du 28 février 1902.

L'arrêt de la Cour d'Aix que nous avons également indiqué déclarait « qu'il est difficile d'admettre qu'il faille comprendre dans la nomenclature de l'article premier les petits ateliers et plus particulièrement ceux où on n'occupe qu'un ou deux ouvriers ». Il ne considérait l'application du risque professionnel comme possible que dans la grande industrie « en présence de l'outillage moderne... de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel ».

Nous avons vu que ce système d'interprétation restrictive n'a pas triomphé et que la Cour de Cassation, dans de nombreux arrêts de 1903 et 1904, n'a pas hésité à soumettre tous les ateliers industriels petits ou grands à la loi du risque professionnel.

Le risque s'appliquait donc, aux termes de la loi de 1898, à l'industrie toute entière.

Mais comment allait-on distinguer les professions industrielles des professions commerciales ?

Cette question ne se posait que dans l'opinion qui soumettait l'industrie tout entière au risque professionnel. La thèse de l'interprétation stricte se contentait d'appliquer la loi aux cas expressément prévus par elle et dans les cas douteux n'envisageait que le caractère dangereux des professions (Arrêts du Conseil d'État et de la Cour d'Aix précités).

La Cour de Cassation, au contraire, en même temps qu'elle posait le principe d'interprétation large, établissait le criterium de l'industrie.

« Attendu, disait-elle, que l'industrie transforme l'objet auquel elle s'applique, à la différence du commerce où ne se font que des échanges. »

Dans toute profession où l'on pourra apercevoir une transformation industrielle quelconque, le risque professionnel s'appliquera, quelque modeste que soit cette transformation.

Et faisant elle-même l'application du principe qu'elle posait, la Cour Suprême assujettissait à la législation spéciale des accidents :

1° Un maréchal ferrant employant un ou deux ouvriers (26 octobre 1903. D. 1904. 1. 45) ;

2° Un tourneur en bois n'ayant qu'un ouvrier (5 juillet 1904. D. 1904. 1. 557) ;

3° Un sabotier ne dirigeant que quelques ouvriers (15 décembre 1903. D. 1904. 1. 374).

La Cour de Cassation n'avait d'ailleurs pas eu la première l'idée de cette formule de transformation industrielle.

Dès le début de 1900, en effet, le Comité consultatif des assurances assujettissait au risque professionnel le maréchal ferrant et le charron-forgeron comme exerçant des professions comportant des transformations industrielles (Avis du 24 janvier 1900. D. 1900. 4. p. 18).

Il semble, au premier abord, que ce principe de la transformation industrielle, d'apparence claire, fût de nature à faire disparaître les difficultés, et qu'il permit dans tous les cas de distinguer sûrement une profession industrielle d'une profession commerciale. La pratique a révélé qu'il était loin d'en être ainsi.

Demandons-nous par exemple si le charcutier était, en vertu de l'article premier de la loi du 9 avril 1898, assujetti au risque professionnel ?

Le Comité consultatif des assurances nous répondra, en s'inspirant de l'idée de transformation industrielle, que le charcutier est soumis à la législation des accidents toutes les fois que son travail ne se limite pas au débit de denrées reçues toutes préparées pour la vente. C'est dire que seul le marchand de charcuterie échappe au risque professionnel et que le charcutier, au sens ordinaire du mot, y est assujetti.

Si nous consultons la Cour de Cassation nous allons avoir une réponse contraire. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 3 mars 1903 (D. 1904. 1. p. 260) a refusé le bénéfice de la loi des accidents à un ouvrier charcutier employé dans un établissement où l'on préparait la viande de porc pour la vendre en détail à la clientèle, où 8 à 10 porcs étaient abattus par jour et où il existait des machines à hacher la viande et à ensacher les saucissons.

La Cour de Cassation confirmait ainsi un arrêt de la Cour de Nîmes, déclarant que la tuerie, où le charcutier abat les animaux, ne saurait être considérée comme un établissement industriel.

La conséquence logique de cet arrêt eût dû être l'inapplication à la boucherie du risque professionnel.

Cependant, le Comité consultatif des Assurances (Avis du 24 janvier 1900) (D. 1900. 4. 18) et la Cour de Cassation (25 octobre 1904. D. 1906. 1. 48 et 12 mars 1906 D. 1907. 1. 85) n'ont pas hésité, en vertu du principe de

transformation industrielle, à assujettir le boucher à la loi du 9 avril 1898.

Le 24 janvier 1900 (D. 1904. 4. 18), le Comité consultatif, appliquant sa définition de l'industrie, considérait comme des industriels les boulangers toutes les fois qu'ils ne se limitent pas au débit de produits reçus tout préparés pour la vente.

La Cour de Bordeaux et la Chambre des Requêtes (Requêtes, 10 avril 1905. D. 1906. 1. 173) déclarent au contraire que pétrir et faire cuire la farine n'est pas opérer une transformation industrielle, mais utiliser simplement la matière première.

Depuis le principe posé par la Cour de Cassation le 3 août 1903 on savait comment interpréter la loi. On avait une définition de l'industrie. Mais dès qu'il fallait appliquer cette définition et la convertir en solutions pratiques, l'incertitude la plus grande réapparaissait et telle profession déclarée par l'un industrielle avait aux yeux de l'autre un caractère commercial.

Il nous reste à résoudre une dernière question qui a donné lieu à une jurisprudence abondante. Nous avons supposé jusqu'ici un patron exerçant une seule profession et nous avons déterminé les principes qui aideront à décider si la profession est industrielle ou commerciale. Mais quelle sera la situation de l'ouvrier si son patron exerce deux professions, une profession industrielle et une profession commerciale ? Si toute l'industrie est soumise à la loi, le commerce y échappe. Comment résoudre la difficulté ?

Il faut, croyons-nous, procéder par distinctions.

Si les professions exercées par le patron sont bien distinctes, si l'une n'est pas l'accessoire de l'autre, la profession industrielle sera seule assujettie. L'ouvrier sera donc obligé de prouver qu'au moment où l'accident s'est produit il accomplissait un travail dépendant de la partie industrielle de l'entreprise. A défaut de cette preuve sa demande ne sera pas recevable (Cassation, 18 février 1903. D. 1903. 1. 376 ; Lyon, 26 février 1907. *Mon. Lyon*, 15 avril 1907 ; Amiens, 27 février 1906. *Le Droit* du 24 avril 1906 ; Valenciennes, 13 décembre 1906. *Gaz. Pal.*, 1907. 1. 85). Dans l'espèce de l'arrêt de Cassation du 18 février 1903 précité, l'ouvrier demandeur en indemnité était au service d'un patron à la fois distillateur d'alcool (industrie) et négociant en vins (profession alors considérée comme non assujettie). La Cour, faisant la distinction, a mis à la charge de l'ouvrier la preuve du caractère industriel de son travail au moment de l'accident.

Nous avons supposé que les deux professions s'exerçaient sur le même emplacement. Mais, à plus forte raison, la profession commerciale ne serait pas assujettie si l'établissement commercial était distinct de l'industrie et s'exerçait dans des locaux indépendants.

Si au contraire on se trouve en présence d'un travail qui, pris en lui-même, n'a rien d'industriel, mais qui en fait se trouve être l'accessoire d'une industrie assujettie, devra-t-on encore distinguer entre les deux professions ?

La Chambre des Requêtes, dans un arrêt du 23 mars 1903 (D. 1904. 1. 261) avait admis la distinction en déci-

dant que l'accident survenu au cours d'un transport de charbons exécuté par l'employé d'un patron pour les besoins de celui-ci ne peut donner lieu aux indemnités réglées par la loi du 9 avril 1898 si cet accident s'est produit en dehors de l'usine. Mais la Chambre des Requêtes n'a pas persisté dans ce système. Dans un arrêt du 11 avril 1907 (*Gaz. Pal.*, 1907. 1. 550) elle décidait qu'un ouvrier blessé en donnant des soins aux chevaux servant aux transports d'un boulanger soumis au risque professionnel comme employant un moteur, peut se prévaloir de la loi de 1898 quoique l'accident se soit produit hors de l'usine. Elle considérait que le travail de l'ouvrier avait un lien direct et nécessaire avec les opérations de l'entreprise assujettie.

Quelques mois plus tard, le 17 juillet 1907 (*Gaz. Pal.*, 1907. 2. 266), la Chambre civile de la Cour de Cassation décidait qu'un fabricant ne cesse pas d'être un industriel quand il vend les produits de sa fabrication. Et elle faisait bénéficier du risque professionnel l'ouvrier d'un fabricant de parapluies victime d'un accident alors qu'il allait remettre à un acheteur des parapluies fabriqués.

Par conséquent, toutes les fois qu'un lien direct existait entre le travail commercial et le travail industriel, l'ouvrier, sans distinction de travail, avait le droit d'invoquer la loi du 9 avril 1898.

Nous verrons en étudiant la loi du 12 avril 1906 qu'elle a eu pour résultat de mettre fin à ces difficultés.

CHAPITRE IV

Chantiers.

Si l'interprétation des mots « usines et manufactures » avait donné lieu à de vives controverses, des divergences aussi importantes se produisirent entre les autorités chargées d'interpréter la loi de 1898 sur la définition du mot chantiers. La discussion fut d'autant plus vive que les travaux préparatoires ne paraissaient pas avoir prévu la difficulté et qu'aucune indication utile ne semblait pouvoir en être tirée.

Pris dans son sens usuel, le mot chantier a une portée très large. On peut entendre par là tout emplacement où l'on dispose des objets pour les conserver en dépôt ou les travailler.

La loi de 1898 avait-elle entendu lui donner cette portée ?

Le Comité Consultatif des Assurances, désireux d'interpréter le plus largement possible la loi du risque professionnel, n'hésita pas à l'affirmer dans de nombreux avis. Nous pouvons citer comme caractéristique à cet égard un avis du 21 juin 1899 (D. 1900. 4. p. 18, n° 8) déclarant que les entrepôts de bois, même sans sciage

permanent, constituent des chantiers « ce mot employé dans l'article 1^{er} de la loi paraissant devoir garder le sens étendu que lui assigne la langue usuelle et ne pouvoir être spécialement appliqué aux chantiers des travaux publics ou privés déjà compris dans l'expression générale « Industrie du bâtiment. »

Le Conseil d'État, adoptant une attitude inverse de celle que nous lui avons vu prendre dans la controverse exposée au précédent chapitre fit sienne la thèse du Comité Consultatif. Statuant sur une espèce identique à celle visée par l'avis du Comité Consultatif précité il considérait comme un chantier un terrain où était entreposé du bois destiné à la vente (29 mai 1903, D. 1904. 3. 73). Et le 10 juillet 1903 (D. 1904. 3. 73. 2^e espèce) il soumettait à la taxe additionnelle à la patente un marchand de vins en gros dans l'établissement duquel il était procédé à la manutention des tonneaux et à leur mise en place.

La jurisprudence des Cours d'Appel sembla disposée à admettre ce système.

La Cour de Paris, notamment (12 janvier 1901. D. 1901. 1. 253), affirmait que le mot chantier devait être pris dans un sens large, attendu qu'il est employé dans l'article 1^{er} sans être suivi d'une spécification particulière permettant d'en restreindre la portée à des entreprises déterminées.

L'interprétation restrictive vint de la Cour de Cassation qui posa son principe dans un arrêt du 27 octobre 1903 (D. 1904. 1. 73).

« Le mot chantier, disait-elle, ne doit pas être séparé

des mots « usines et manufactures » qui le précèdent et en précisent le sens. Il désigne l'endroit où des ouvriers travaillent ensemble soit à des terrassements, soit à la préparation industrielle de matériaux, et il ne saurait s'appliquer aux magasins ou entrepôts, quelque considérables qu'ils soient, dans lesquels le commerçant dépose des marchandises qui en doivent sortir sans y avoir subi aucune transformation. »

La Cour de Cassation décidait donc que seuls les chantiers industriels étaient soumis au risque professionnel. Elle écartait par là même, contrairement à la thèse du Conseil d'État, les chantiers commerciaux ou agricoles. Elle donnait en outre la définition du chantier industriel en disant qu'il désigne l'endroit où des ouvriers travaillent ensemble soit à des terrassements, soit à la préparation industrielle des matériaux. Elle considérait que le mot chantiers avait été placé dans l'énumération de la loi de 1898 pour compléter les expressions usines et manufactures et pour atteindre l'industrie tout entière sous quelque forme qu'elle se présentât. Pour dire qu'il y avait chantier, il ne suffisait donc plus de constater l'existence d'un dépôt de matériaux à la manutention desquels un certain nombre d'ouvriers étaient employés, il fallait encore dire que ces ouvriers se livraient à la transformation des matériaux, c'est-à-dire à des opérations industrielles.

La Cour Suprême appliquant elle-même sa jurisprudence a déclaré que les chais et caves du marchand de vins en gros, qui se borne à recevoir des vins pour les revendre, ne peuvent être considérés comme un chan-

tier dans le sens de la loi de 1898 (Requêtes, 13 mars 1905. *Gazette des Tribunaux*, n° du 9 août 1905).

Un arrêt plus récent (12 juin 1907. *Le Droit* du 8 novembre 1907) affranchissait du risque professionnel un chaudronnier procédant au démontage d'une chaudière en vue d'en vendre les produits.

La loi de 1906, en étendant la loi de 1898 aux exploitations commerciales, a mis fin à la plupart des difficultés provenant de la définition du chantier et de la distinction des chantiers industriels et des chantiers commerciaux.

Nous retracerons, en étudiant la situation de l'agriculture à l'égard du risque professionnel, les controverses suscitées par la question de l'assujettissement des exploitations forestières et nous indiquerons sur ce point particulier la portée de la loi du 12 avril 1906.

CHAPITRE V

Entreprises de transport.

La loi du 9 avril 1898 assujettit expressément au risque professionnel les entreprises de transport.

Il faut entendre sous ce terme toutes les entreprises ayant pour objet le transport des choses ou des personnes, soit par voie de terre, soit par voie d'eau. Il faut entendre ces expressions dans leur sens le plus large. A la séance du Sénat du 13 juin 1895, M. Bérenger essaya bien de restreindre la loi aux ouvriers des entreprises particulièrement dangereuses. Il aurait voulu exclure les cochers de la protection légale. Les entreprises de transports furent maintenues sans réserves de cette nature parmi les entreprises assujetties et la Cour de Cassation n'a pas hésité à soumettre les entreprises de voitures de place à la loi du 9 avril 1898 (Cas. 23 juin 1903. D. 1904. 1. 139).

Si l'on doit donc assujettir sans réserves toutes les entreprises de transports par voie de terre, une distinction s'impose lorsque l'on envisage les transports par voie d'eau.

Les transports sur les rivières, fleuves et canaux sont du ressort de la loi de 1898.

Les marins, au contraire, sont exclus du régime institué par cette loi et sont régis uniquement par la loi du 21 avril 1898 que nous n'avons pas à étudier.

Les travaux préparatoires posent ce principe qui s'est trouvé confirmé par la jurisprudence.

A la séance du 28 juin 1888 on proposait une disposition déclarant la loi expressément applicable aux marins se livrant à la pêche. Cet amendement fut repoussé après que M. Félix Faure, au nom de la Commission, eut expliqué qu'il était préférable de faire une loi spéciale pour les marins et les pêcheurs.

D'ailleurs, pour éviter toute difficulté d'interprétation, l'exclusion de la marine avait été ensuite expressément spécifiée et M. Thevenet, rapporteur au Sénat, à la séance du 20 mai 1896, déclarait formellement que la loi ne s'appliquait pas aux marins. Cette exclusion expresse disparut ensuite du texte de l'article 1^{er}, mais le vote de la loi du 21 avril 1898 qui constituait la loi spéciale depuis longtemps annoncée, était de nature à permettre solution facile des controverses qui pourraient s'élever.

Ces controverses, d'ailleurs, furent peu vives. Le Comité Consultatif des assurances avait bien songé à soumettre les marins au régime de l'industrie des transports. Dans un avis du 24 janvier 1900 (D. 1900. 4. 18) il déclarait : « Que l'expression « entreprises de transports par terre et par eau » contenue dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 s'applique à toutes les entreprises de transport par mer en dehors des cas spécialement prévus par la loi du 21 avril 1898...

« Que la loi du 9 avril est dès lors applicable :

1° aux inscrits maritimes victimes d'accidents en dehors de leur embarquement et au cours de travaux visés par ladite loi. 2° Aux non-inscrits maritimes employés à bord des paquebots, embarcations et tous autres bâtiments autres que les bâtiments de guerre ou de plaisance. »

La Cour de Cassation, dans de nombreux arrêts, a repoussé toutes ces distinctions. Nous trouvons son système clairement exposé dans un arrêt du 5 juillet 1904 (D. 1904. 1. 553). La Cour de Cassation a cherché et trouvé dans le Code de Commerce la définition de l'expression « transports par terre et par eau ».

« Attendu, dit-elle, que dans le langage du Code de Commerce l'expression « entreprise de transports par terre et par eau » ne s'applique pas aux transports maritimes.

« Que c'est ainsi, notamment, que les articles de ce Code, qui au livre 1 sont inscrits dans la section 3 du titre 6, sous la rubrique « Des commissionnaires pour les transports par terre et par eau » ne concernent que les transports terrestres et fluviaux; que le livre 2 est spécialement consacré au commerce maritime et que pour l'action en recours en cas de dommage arrivé à la marchandise, l'article 435 qui fait partie de ce livre a formulé des règles autres que celles qui ont trouvé place au livre 1 dans les articles 105 et 108.

« Qu'enfin, au titre de la compétence des tribunaux de commerce, les articles 632 et 633 du même Code énumèrent distinctement: l'un, les entreprises de transport par terre et par eau; l'autre, les entreprises maritimes et

les engagements de gens de mer pour le service des bâtiments de commerce. »

Et appliquant cette définition à la loi du 9 avril 1898, la Cour déclare :

« Attendu que dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, les mots entreprises de transports par terre et par eau n'ont pas un autre sens ni une autre portée.

« Que la nature des risques que cette loi a eu en vue, comme de ses diverses dispositions et en particulier des articles 11, 12 et 13, il résulte que cette expression ne comprend pas non plus les transports par mer.

« Que spécialement l'impossibilité matérielle dans laquelle seraient presque toujours les armateurs et les capitaines de se conformer aux prescriptions de l'article 11, montre manifestement que l'industrie maritime a été laissée par le législateur en dehors des règles nouvelles qu'il a édictées. »

L'article 11, visé par la Cour est celui qui oblige le chef d'entreprise à déclarer l'accident dans les quarante-huit heures au maire de la commune. Il ne saurait évidemment être compris dans une loi applicable à la navigation maritime.

Quoi qu'il en soit, la loi du 9 avril 1898 est aussi inapplicable aux non-inscrits maritimes qu'aux inscrits.

La Cour de Cassation en a ainsi décidé le 5 juillet 1904 dans l'arrêt que nous analysons plus haut.

L'inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898 à la marine est aussi absolue que possible. Peu importe que le navire soit en mer et qu'il stationne dans un port.

Le Tribunal civil de Saint-Malo s'inspirant des principes posés par la Cour suprême a même décidé le 7 juillet 1906 (*Recueil des accidents du travail*, 1907. p. 81), que l'inscrit maritime préposé à la garde d'un navire désarmé n'est pas protégé par la loi du 9 avril 1898, la profession d'armateur n'étant pas assujettie.

La loi du 9 avril 1898 doit donc être réstreinte aux entreprises de transports par terre et aux transports par fleuves, canaux, lacs ou rivières.

Dans ce domaine ainsi circonscrit, elle ne comprend pas tous les transports, mais seulement les transports exécutés par des entrepreneurs. Les transports que les personnes exerçant des professions non assujetties font pour leur propre compte et comme accessoire de leur exploitation ne peuvent les faire assimiler à des entrepreneurs de transports. La Cour de Cassation a ainsi déclaré non assujettie à la loi du 9 avril 1898 la profession de l'entrepreneur de balayage des rues et d'enlèvement d'immondices qui ne fait que transporter une chose qu'il fait sienne au fur et à mesure de l'enlèvement (Cassation, 24 octobre 1904. D. 1904 1. 559). Dans le même ordre d'idées, la Cour suprême a soustrait au risque professionnel le marchand de vins en gros qui transporte ses tonneaux et le marchand de combustibles qui transporte ses charbons (Cassation, 21 décembre et 27 octobre 1903. D. 1904. 1. 71).

Ceci n'est vrai qu'autant qu'on se trouve en présence d'une exploitation non assujettie au risque professionnel. Si on se trouve en présence d'une exploitation soumise à la loi, les ouvriers qui effectuent des

transports pour cette exploitation sont protégés parce que le transport est un accessoire de l'exploitation.

Nous sommes ainsi amené à constater que la loi de 1906 a supprimé ici encore beaucoup de difficultés. Les entreprises commerciales étant aujourd'hui assujetties, seuls les transports effectués dans les exploitations agricoles restent en dehors du risque professionnel.

Enfin, toutes les fois que le transport sera effectué par voitures-automobiles, l'emploi du moteur entraînera l'assujettissement, quelle que soit l'exploitation qui en fasse usage.

CHAPITRE VI

Entreprises de chargement et de déchargement.

Malgré la généralité de ses termes la loi de 1898, en indiquant dans l'énumération de l'article premier les entreprises de chargement ou de déchargement, paraît n'avoir visé que les chargements et déchargements des bateaux dans les ports.

A la séance du 20 juin 1888, M. le député Ricard mettait en lumière les procédés particulièrement rapides grâce auxquels le déchargement des navires s'opère et en sa qualité de rapporteur de la loi il déclarait : « Si vous pensez que nous avons eu raison d'étendre le risque professionnel à tous les ouvriers employés au chargement et au déchargement des navires, dans les docks les magasins généraux, dans toutes les compagnies qui emploient un grand nombre de travailleurs, vous voterez avec la commission. »

Et au Sénat le 20 mars 1896, M. Trarieux interprétant au nom de la commission et sur la demande d'un sénateur le texte proposé déclarait que l'expression légale visait le chargement et le déchargement des navires dans les ports.

Il apparaît d'ailleurs pratiquement que la question d'extension du risque professionnel à toutes les entreprises de chargement ne pouvait guère se poser. Il ne suffit pas en effet pour invoquer la loi de 1898 de se trouver en présence d'une opération de chargement. Il faut encore que cette opération ait le caractère d'une *entreprise*, qu'elle fonctionne pour l'usage du public. Il en résulte que les chargements ou déchargements qu'une personne fait opérer pour son propre compte ne sont pas soumis en principe à la législation spéciale. Les ouvriers qui y procèdent pourront être protégés si le chargement a lieu comme accessoire d'une profession assujettie. Mais s'ils opèrent pour le compte d'un patron exclu de la loi de 1898, par exemple un armateur, soumis uniquement à la loi spéciale de la marine, ils ne pourront prétendre au bénéfice de la théorie du risque professionnel. La Cour de Cassation en a ainsi décidé notamment par un arrêt du 12 décembre 1906 (*Le Droit* du 29 décembre 1906) (En ce sens : 5 juillet 1904, D. 1904. 1. 553.)

Or s'il existe des entreprises ayant pour but le chargement et le déchargement des navires il n'en existe guère en pratique ayant pour objet d'autres chargements ou déchargements. Les entreprises de déménagements par exemple sont avant tout des entreprises de transport et on peut considérer que le chargement des voitures n'est que l'accessoire de ces entreprises. Quant aux chemins de fer les chargements et déchargements y sont souvent opérés par les expéditeurs et destinataires. Ces personnes opérant pour leur propre compte, le travail

qu'elles exercent ne sera soumis au risque professionnel que si elles sont assujetties par leur profession à la loi de 1898. En ce qui concerne les chargements ou déchargements opérés par le chemin de fer ils sont l'accessoire d'une entreprise de transports et les employés qui y procèdent sont protégés par la législation spéciale.

CHAPITRE VII

Magasins publics.

Les magasins publics que la loi de 1898 assujettit expressément sont définis de la manière suivante par un avis du Comité Consultatif des Assurances du 19 décembre 1900 (*R. Acc. de Trav.*, janvier 1902): « L'expression légale magasins publics s'applique aux magasins généraux, docks, entrepôts, salles de vente publique, Monts de pitié, bureaux publics de conditions et généralement à tous magasins ouverts au public en vertu d'une autorisation administrative et où s'effectuent des opérations de chargement et de déchargement en vue d'un entrepôt, d'une vente ou d'un conditionnement. »

La détermination des entreprises soumises de ce chef au risque professionnel a suscité peu de controverses. Nous n'avons à signaler que les difficultés qui ont été occasionnées par la situation des commissaires-priseurs.

Le Conseil d'État a examiné à deux reprises la situation de ces officiers ministériels.

Si le Commissaire se borne à procéder dans une salle publique à la vente des marchandises qui lui sont confiées et que les ouvriers chargés de la manutention de

ces marchandises ne soient rétribués que par les acheteurs, la loi de 1898 ne s'applique pas à ces ouvriers (Conseil d'État, 28 janvier 1903. D. 1904. 3. 73).

Si au contraire les employés travaillent sous la direction du commissaire-priseur qui leur assure leur salaire, le Conseil d'État estime qu'il y a magasin public et qu'à ce titre la profession de commissaire-priseur est soumise à la taxe additionnelle à la patente (Conseil d'État, 24 juillet 1903, D. 1904. 3. 73.)

Le Conseil d'État a ainsi assujetti au risque professionnel une profession considérée d'ordinaire comme profession libérale.

CHAPITRE VIII

Mines, Minières et Carrières.

La loi du 9 avril 1898 soumet enfin au risque professionnel les mines, minières et carrières. Le sens de ces expressions est déterminé par les lois administratives. La distinction entre les mines, les minières et les carrières se fait d'après la nature des substances qu'elle renferme.

Les mines contiennent notamment l'or, l'argent, le platine, le mercure, le plomb, le fer, le cuivre, l'étain, le zinc, le bismuth, le cobalt, l'arsenic, le manganèse, l'antimoine et toutes les matières métalliques. On y trouve en outre, le soufre, le charbon de terre ou de pierre, le bois fossile, les bitumes, l'alun et les sulfates à base métallique.

Les minières renferment les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses que l'on peut convertir en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes.

Les carrières, enfin, sont les exploitations où l'on procède à l'extraction des ardoises, grès, pierres à bâtir et autres, marbres, granits, pierre à chaux, à plâtre, basaltes, laves, marnes, craies, sable, pierres à fusil, argiles,

kaolin, terres à foulon, à poteries, substances terreuses, cailloux de toute nature, des terres pyriteuses servant d'engrais comme par exemple les phosphates, sans distinction entre les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines (Loi du 21 avril 1810, art. 2, 3 et 4. D. Rep. Mines, p. 617).

L'assujettissement de ces exploitations a donné lieu à peu de difficultés au cours de la discussion de la loi de 1898.

En ce qui concerne les mines et minières on discuta surtout sur le point de savoir quelles personnes seraient protégées et on se demanda si les délégués mineurs blessés au cours de leurs fonctions pourraient se prévaloir du risque professionnel. Nous n'avons pas à retracer cette controverse qui dépasse l'objet de notre thèse.

Des efforts furent faits en outre pour exclure les petites carrières de la nomenclature de l'article 1^{er}. M. le sénateur Blavier, à la séance du 8 mars 1888, faisait les observations suivantes : « Vous savez... qu'il y a des carrières de toute nature et que le plus grand nombre d'exploitations de ce genre sont des carrières destinées à l'extraction des matériaux d'empierrement pour les chemins... Dans ces carrières... c'est un tâcheron qui avec un ou deux ouvriers se charge de fournir à l'administration des Ponts et Chaussées les matériaux dont elle a besoin pour l'entretien des chemins... Ce sont cependant de véritables carrières... et le tâcheron en cas d'accident se trouvera comme chef d'entreprise nécessairement sous le coup des responsabilités que vous imposez à tout exploitant de carrières et par suite absolument

ruiné si par sa propre imprudence un des ouvriers qu'il emploie est victime d'un accident. »

Malgré ces observations l'expression carrières a été maintenue au texte sans restrictions et il n'est pas douteux que les petites carrières sont soumises comme les grandes au risque professionnel. Remarquons d'ailleurs que les carriers étant pour la plupart des tâcherons travaillant avec leurs propres outils sont par là même soustraits à l'application de la loi de 1898. Cette considération atténue dans de larges proportions le danger que signalait M. Blavier.

M. Blavier souleva plus tard une autre difficulté à propos des ardoisières. Faisant une distinction entre les ouvriers qui procèdent à l'extraction et ceux qui en dehors de la carrière procèdent à la fente du schiste, il demandait que ces derniers soient exclus de la protection légale. Cette discussion s'engagea notamment à la séance du Sénat du 20 mars 1896 et le rapporteur de la loi répondit que la commission laissait aux tribunaux le soin d'apprécier.

Il semble à notre avis que ces ouvriers fendeurs bénéficient de la loi du risque professionnel. S'ils ne sont pas ouvriers de carrières, ils font partie d'une exploitation ayant un lien direct avec la carrière dont elle exploite les produits. Leur travail, accessoire d'une entreprise assujettie, est soumis comme l'exploitation principale à la loi du 9 avril 1898. Nous appliquons ainsi les principes posés par la Cour de Cassation et que nous avons précisés en définissant les usines et manufactures.

Nous devons enfin remarquer qu'il ne suffit pas

qu'une profession s'exerce dans une carrière pour être assujettie. Il faut encore qu'elle ait pour but l'exploitation de cette carrière. Le champignoniste, même lorsqu'il travaille dans d'anciennes carrières, n'est pas protégé par la loi parce que son travail a un caractère uniquement agricole (Avis du Comité Consultatif des Assurances du 7 novembre 1900. *Rec. Acc. Trav.*, janvier 1902).

CHAPITRE IX

Le Commerce.

Du commentaire de l'article 1^{er} de la loi de 1898 auquel nous venons de nous livrer en nous inspirant des travaux préparatoires et des décisions des diverses autorités qui eurent à intervenir dans l'application pratique de la loi ressort le principe suivant :

La loi du 9 avril 1898 a assujetti, outre les entreprises expressément désignées par elle, l'industrie tout entière, grande ou petite, à la théorie du risque professionnel. La seule exception qui existe est celle faite en faveur des ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire et qui n'emploient qu'accidentellement d'autres ouvriers pour les aider.

Mais la loi de 1898 a laissé hors de son domaine le commerce, l'agriculture et les professions libérales.

L'agriculture est régie par la loi du 30 juin 1899 que nous étudierons à notre prochain chapitre.

Les professions libérales ne sont assujetties à aucun point de vue. Quant aux exploitations commerciales elles n'étaient soumises au risque professionnel qu'en tant qu'elles employaient des matières explosives ou faisaient

usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux.

La loi du 12 avril 1906 a généralisé l'application du risque professionnel aux commerçants et l'objet de ce chapitre est de préciser la situation du Commerce avant et après cette loi du 12 avril 1906.

SECTION I. — LE COMMERCE AVANT LA LOI DU 12 AVRIL 1906.

La loi du 9 avril 1898 protège les ouvriers occupés dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux.

Ce texte, dont l'application devait se faire au commerce et à l'agriculture, s'est trouvé restreint aux entreprises commerciales par suite du vote de la loi du 30 juin 1899.

Lorsqu'on cherche l'interprétation de ce passage de l'article 1^{er} une question se pose qui a donné lieu à une jurisprudence abondante.

Le seul fait de la mise en œuvre de matières explosives ou de l'emploi d'un moteur suffit-il pour que tous les ouvriers de l'entreprise, même ceux qui ne sont pas exposés aux dangers particuliers entraînés par ces éléments d'exploitation, puissent réclamer le bénéfice de la loi de 1898 ?

La protection légale doit-elle être limitée au contraire

aux ouvriers employés dans la partie de l'exploitation où les matières explosives sont mises en œuvre ou à ceux qui travaillent au moteur ?

Le texte pris en lui-même paraît avoir une portée absolue. Si l'on considère d'abord l'emploi d'un moteur, la loi semble s'appliquer à tous les accidents qui se produisent dans l'exploitation ou la partie d'exploitation où se trouve le moteur. Nous verrons cependant dans le chapitre suivant, en faisant l'histoire de la loi du 30 juin 1899, qu'il ressort des travaux préparatoires que, seuls, les accidents causés par le fait du moteur ou de la machine qu'il actionne sont du domaine du risque professionnel. Toutes ces difficultés ont été solutionnées en effet à l'occasion de l'assujettissement des entreprises agricoles. Les exploitations commerciales qui allaient être assujetties par le fait du texte que l'on discutait ne paraissent pas avoir été visées spécialement par le législateur. Certains prétendaient même que leur situation était bien différente de celle de l'agriculture. Alors que les agriculteurs n'auraient été responsables que des accidents causés par le moteur, l'exploitation commerciale faisant usage d'une machine aurait été tout entière assujettie. C'est seulement si l'agencement des locaux faisait de la partie d'exploitation où fonctionne le moteur « un compartiment étanche » que l'assujettissement pourrait être restreint à cette partie (voir en ce sens Rapport Pautlet. *Rec. Acc. Trav.*, janvier 1902, p. 242).

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence se divisa sur la question.

La Cour de Paris a affirmé à maintes reprises que les

commerçants n'étaient responsables que des accidents causés par les machines et moteurs qu'ils emploient ou tout au moins que seuls sont protégés les ouvriers qui travaillent dans le local où se trouve le moteur (Paris, 5 mars 1907. *Rec. Accidents du Travail*, 1907. 459).

D'autres Cours d'Appel au contraire adoptant le système de M. Paulet ont décidé que le seul fait de la présence d'un moteur suffisait à assujettir pour tous les accidents le commerçant qui fait usage de ce moteur.

La Cour de Rennes a ainsi protégé l'ouvrier d'un marchand de charbons en gros qui emploie une machine à cribler le charbon et n'opère pas de transformation industrielle alors que l'accident s'était produit un jour que le moteur ne fonctionnait pas (*Le Droit* du 5 janvier 1906).

La Cour de Cassation ne paraît pas s'être prononcée directement sur la question.

Nous estimons en ce qui nous concerne qu'avant la loi de 1896 les exploitations commerciales comme les exploitations agricoles n'étaient soumises au risque professionnel que pour les accidents causés par le moteur. Nous fondons notre opinion sur les travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 qui, nous le verrons en précisant la situation de l'agriculture, indiquent bien que seuls les accidents causés par le moteur donnent droit à une réparation.

Quant aux difficultés auxquelles a pu donner lieu la détermination de ce qu'on doit entendre par accident causé par le moteur, il nous suffira de renvoyer à l'étude que nous en présentons au chapitre suivant.

La question de l'emploi des moteurs ainsi tranchée, nous abordons celle des matières explosives.

Nous mettons tout d'abord à part les fabriques de ces matières. Ce sont des industries et comme telles, alors même que la loi n'en parlerait pas, elles sont assujetties complètement au risque professionnel.

En ce qui concerne les exploitations où l'on met en œuvre des matières explosives nous croyons devoir limiter le domaine de la loi de 1898 aux accidents qui se produisent dans la partie de l'exploitation où l'on utilise les matières dangereuses et aux ouvriers exposés aux dangers de cette utilisation. Il ne paraît d'ailleurs pas y avoir de jurisprudence sur la question.

Mais nous devons définir l'expression « mise en œuvre » employée par la loi. Le texte visait dans une première rédaction *l'emploi* et non seulement la mise en œuvre de matières explosibles. M. Thévenet, rapporteur au Sénat en 1898, fit remarquer que le terme « emploi » n'était pas assez précis. « Une fausse interprétation, disait-il, pouvait se produire. Le gaz, l'acétylène, peuvent être considérés comme des matières explosibles. On les emploie pour l'éclairage d'ateliers... Le seul emploi de ces substances ne doit évidemment pas donner lieu à l'application de la loi, il faudra *mettre en œuvre* ces matières. En d'autres termes l'article 1^{er} vise la fabrication, la manipulation industrielle de ces substances et seulement les accidents qui peuvent survenir dans l'usine où elles sont préparées et à l'occasion de cette préparation. » (Rapport du 25 janvier 1898. Annexe n° 15, *Journal officiel* du 19 mai 1898, p. 55).

Que doit-on entendre enfin par matières explosives ?

Les professions assujetties de ce chef sont celles où l'on manie des matières présentant des dangers d'explosion. Mais l'emploi de toutes les matières dangereuses n'entraîne pas par là même l'assujettissement. Une difficulté se produisit à cet égard au cours de la discussion de la loi.

A la séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 M. Julien Goujon proposa d'ajouter à l'expression matières explosibles les mots « ou toxiques ».

Cet amendement fut jugé inutile. On fit remarquer en effet que l'effet des matières toxiques était un empoisonnement lent de l'ouvrier qui les emploie. Elles n'entraînent donc pas d'accidents mais bien des maladies professionnelles que l'on n'entendait pas comprendre dans la loi en discussion. Le Ministre du Commerce fit observer d'ailleurs que si l'absorption d'une matière toxique entraînait une mort violente et rapide il pourrait y avoir accident et par là même assujettissement à la loi.

Mais alors que la simple mise en œuvre de matières explosibles suffira à soumettre une profession commerciale au risque professionnel, l'accident causé par une matière toxique ne donnera lieu à réparation que s'il se produit dans une industrie.

Signalons enfin qu'aux termes d'un avis du Comité Consultatif du 31 mai 1899 (*Recueil Acc. trav.*, janvier 1902, p. 200) l'alcool malgré les risques spéciaux que sa manutention peut entraîner ne saurait être assimilé à une matière explosible au sens de la loi.

SECTION II. — LA LOI DU 12 AVRIL 1906.

La loi du 12 avril 1906 étend à toutes les entreprises commerciales la législation sur les responsabilités des accidents du travail.

Quelle est la portée de ce texte, et quelle est son histoire ?

Nous avons précisé en étudiant la loi de 1898 les réformes que la loi de 1906 avait apportées en supprimant les difficultés que soulevait la distinction entre l'industrie et le commerce. Nous signalerons dans le chapitre de l'agriculture les controverses qui se sont produites dans la détermination des professions agricoles, controverses que la loi de 1906 eut pour résultat de supprimer en partie.

Nous étudions dans ce paragraphe les travaux préparatoires de la loi de 1903, ce qui nous permettra d'en préciser la portée générale.

La loi d'extension au Commerce a pour origine un projet de M. Mirman déposé à la Chambre le 10 juin 1902 (Annexe n° 9, *Journal officiel* du 26 juin 1902, p. 454).

Ce projet n'était pas le premier qui venait apporter une proposition d'assujettissement du Commerce. M. Félix Faure en 1882 et M. Siegfried en 1886 comprenaient les entreprises commerciales parmi les professions qu'ils voulaient soumettre au risque professionnel.

Mais c'est aux efforts de M. Mirman que l'on doit l'ex-

tension. Dès le 13 décembre 1900 il proposait d'appliquer à tous les salariés la loi de 1898.

Une proposition Poulain du 7 février 1901 avait un objet analogue. Les deux propositions furent renvoyées par la Chambre à une commission dont M. Mirman fut le rapporteur.

Il déposa son rapport le 2 décembre 1901. Le projet fut discuté par la Chambre qui limita au Commerce l'extension proposée en adoptant un amendement de M. Ferrette. La Chambre excluait ainsi les professions libérales qui se trouvaient comprises dans le projet Mirman. Mais la fin de la législature arriva et la loi ne put être votée. Dès le début de la nouvelle législature, le 10 juin 1902, M. Mirman renouvela sa proposition qui allait, avons-nous dit, être l'origine de la loi de 1906. Cette proposition ne fut discutée qu'en juin 1904 et le texte adopté par la Chambre des Députés fut le suivant : « La loi du 9 avril 1898 est applicable aux industries de l'alimentation et aux ateliers comme à toutes les exploitations industrielles ainsi qu'aux chantiers de manutention ou de dépôt. Elle sera étendue trois mois après la promulgation du décret prévu à l'article 3 ci-après à toutes les entreprises soumises à la patente qui emploient des salariés à la seule exception des professions agricoles autres que celles relatives aux coupes et exploitations de forêts. Les coupes et exploitations de forêts sont assimilées aux chantiers de manutention. Les professions agricoles restent régies par la loi du 30 juin 1899. Il n'est rien innové à la loi du 21 avril 1898 pour les accidents survenus aux marins. »

Ce texte avait pour but de mettre fin aux difficultés d'interprétation de la loi de 1898. Il visait expressément les ateliers que des Cours d'Appel avaient écarté du risque professionnel. En ce qui concerne les chantiers il se ralliait à la thèse du Conseil d'État et prenait cette expression dans son acception large en assujettissant les chantiers de dépôt. Il solutionnait la controverse relative aux coupes de bois, controverse que nous étudierons dans notre prochain chapitre, en décidant que ces coupes devaient être assimilées aux chantiers. A cet égard le texte voté par la Chambre avait un caractère interprétatif.

Il devenait en outre une loi d'extension en décidant que toutes les entreprises payant la patente devaient être soumises au risque professionnel. Cette disposition d'extension était très large. Les professions libérales devant payer l'impôt des patentes étaient par là même assujetties.

Le texte ainsi rédigé fut soumis au Sénat qui en examina successivement la partie interprétative et la partie extensive. Le Sénat se montra hostile aux dispositions qui interprétaient la loi de 1898. M. Cordelet, rapporteur de la loi, en signalait les inconvénients dans les observations qu'il présentait à la séance du Sénat du 27 mars 1906. Il faisait remarquer que les patrons qui, se basant sur la jurisprudence de la Cour de Cassation, ne s'étaient pas assurés allaient être pris au dépourvu et peut-être gravement atteints par une action dont ils n'avaient pu prévoir le succès. « Un négociant en vins, par exemple, dont les ouvriers et employés se livrent à la manuten-

tion des tonneaux... et qui devait croire sur la foi de la jurisprudence de la Cour de Cassation que la loi de 1898 ne lui était pas applicable a pu ne pas contracter d'assurance. Il n'en serait pas moins atteint par l'interprétation rétroactive donnée à la loi et soumis en conséquence à des responsabilités ruineuses » (*Journal officiel* du 28 mars 1906, p. 277).

D'autre part le Sénat estima que l'extension proposée était trop large. On laissa de côté les exploitations forestières et on en consacra le caractère exclusivement agricole.

L'exclusion la plus importante fut celle des professions libérales. On considéra que pour ces professions le travail entraînait trop peu de risques pour être assujéti à la législation spéciale des accidents.

Il ne faudrait pourtant pas croire que par suite de cette exclusion, toutes les personnes, dont le travail se limite à des écritures, ne soient pas protégées par la théorie du risque professionnel. Si ces personnes sont les employées d'un commerçant ou d'un industriel on peut considérer que leur travail est l'accessoire de l'entreprise et qu'à ce titre elles ont le droit d'invoquer la loi de 1898. L'assujettissement de l'industrie et du commerce est aussi complet que possible et il a été dit au cours de la discussion que les employés aux écritures auraient les mêmes droits que les autres employés du commerçant (Chambre. Séance du 10 avril 1906. *Journal officiel* du 11, p. 1709).

Les voyageurs de Commerce eux-mêmes quoique travaillant hors de l'entreprise bénéficieront de la loi de

1898 à condition qu'ils soient dans la dépendance exclusive de la maison pour laquelle ils voyagent et ne soient pas, comme les représentants de Commerce indépendants du patron, liés seulement à lui par les commissions qu'il leur alloue.

Le Sénat simplifiant donc le texte voté par la Chambre adopta le 27 mars 1906 le texte actuel qui consacre les restrictions que nous venons d'exposer : « La législation sur la responsabilité des accidents du travail est étendue à toutes les *entreprises commerciales*. »

La Chambre accepta le 10 avril 1906 les modifications apportées au texte primitif par le Sénat.

La loi dont nous venons de faire l'histoire et de préciser la portée devait entrer en vigueur trois mois après la promulgation d'un décret prévu au deuxième alinéa de l'article 4. Ce décret ayant été promulgué le 30 septembre 1906, la loi est applicable depuis le 1^{er} janvier 1907.

CHAPITRE X

L'Agriculture.

SECTION I. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 30 JUIN 1899.

La situation de l'agriculture au point de vue du risque professionnel est définie par la loi du 30 juin 1899. A l'inverse de l'industrie soumise entièrement à la responsabilité établie par la loi du 9 avril 1898, du Commerce assimilé à l'industrie par la loi du 12 avril 1906, l'agriculture n'est encore maintenant assujettie à la législation spéciale des accidents qu'en tant qu'elle emploie un moteur et seulement pour les accidents causés par ce moteur.

Pour en arriver là, il ne semblait pas, au premier abord, qu'une loi spéciale fût indispensable. Nous avons vu, en étudiant la loi de 1898, que cette loi soumet au risque professionnel les exploitations faisant usage de machines mues par une force autre que celle de l'homme et des animaux. Dès lors qu'une exploitation agricole ferait usage d'une pareille machine, il apparaîtrait, à première vue, qu'elle dût être soumise au risque professionnel.

Mais la question est loin d'être aussi simple.

Et en admettant que la présence d'un moteur fût suffisante pour assujettir l'exploitation agricole, dans quelle mesure cette exploitation allait-elle être assujettie ? L'agriculteur serait-il professionnellement responsable de tous les accidents qui se produiraient dans son exploitation par le fait où à l'occasion du travail ou seulement des accidents causés par la machine employée ?

De vives controverses s'élevèrent à ce sujet, au cours de la discussion de la loi du 9 avril 1898.

Le texte de cette loi, considéré en lui-même, est loin en effet d'être précis. Il déclare que donnent droit à une indemnité les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers occupés dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux. Mais il ne limite pas expressément la responsabilité du patron aux accidents causés par le moteur.

C'est ce que faisaient remarquer plusieurs sénateurs, et notamment M. Buffet, à la séance du 13 juin 1895. « Si votre texte était voté, disait-il, et que je fusse juge... je déciderais que tout accident, même étranger au fonctionnement de la machine, arrivé à un ouvrier agricole dans l'exploitation où elle existe, confère à cet ouvrier le bénéfice de votre loi... Ce serait l'application stricte du texte qui n'établit aucune distinction. »

M. Poirrier, rapporteur de la loi, a soutenu au contraire que le texte élaboré par la Commission limitait

aux accidents causés par le moteur la responsabilité de l'agriculteur, et que c'était là le but que les auteurs de la loi s'étaient proposé. M. Poirrier combattait en conséquence comme superflu un amendement de M. Seblin, tendant à limiter expressément aux accidents causés par la machine, la responsabilité de l'exploitant.

Néanmoins, cette discussion avait fait impression sur la Commission du Sénat, puisqu'à la séance du 4 juillet 1895, lors de la deuxième délibération de la loi, elle proposait un texte donnant satisfaction à MM. Buffet et Seblin. Mais ce texte ne fut pas maintenu dans la suite et, à la séance du 20 mars 1896, M. Buffet renouvelait les objections par lui précédemment faites. C'est alors que le président de la Commission indiqua d'une façon nette la manière dont le texte devait être compris, en disant : « Il faut que l'accident soit *le fait* du travail qui donne lieu à l'application du risque professionnel. » La loi, faisant allusion à l'emploi de machines, c'est donc uniquement les accidents causés par l'emploi de ces machines qui doivent entraîner la responsabilité de l'agriculteur.

Le texte ainsi rédigé étant devenu la loi de 1898, toutes les difficultés auraient dû disparaître.

La controverse survécut pourtant aux débats et on en trouve une trace officielle dans la circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899. Le rédacteur de cette circulaire estime que les ouvriers peuvent se prévaloir des dispositions de la loi nouvelle pour tous les accidents dont ils sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, alors même que la cause en serait étrangère au fonctionnement de la machine.

A cette époque, on discutait au Parlement la loi sur la résiliation des polices d'assurances souscrites antérieurement à la loi de 1898. On était au début de juin 1899 et la loi de 1898 allait être appliquée à partir du 1^{er} juillet. Des questions furent posées à la Chambre des députés sur l'application du risque professionnel à l'agriculture. M. Julien Goujon, à la séance du 1^{er} juin 1899, proposa d'en exclure les agriculteurs qui n'emploient qu'accidentellement des moteurs inanimés. D'autre part, à la séance du lendemain, M. Mirman proposa de limiter expressément aux accidents causés par les machines, la responsabilité des agriculteurs. Les deux propositions furent détachées de la loi sur les polices d'assurances et firent l'objet d'une proposition spéciale qui devint la loi du 30 juin 1899.

SECTION II. — COMMENTAIRE DE LA LOI DU 30 JUIN 1899.

La loi du 30 juin 1899, comme elle dit expressément, est seule applicable à l'agriculture. Mais que doit-on entendre par cette expression ? Quelles difficultés peuvent se présenter en ce qui concerne la détermination des exploitations agricoles ?

Pratiquement, de vives controverses se sont élevées sur le point de savoir si les exploitations forestières comprenant uniquement l'abatage des arbres et leur sciage en vue d'en faciliter l'enlèvement devaient être soumises à la loi de 1898 comme chantiers, ou à la loi de 1899 comme comprises dans les travaux agricoles ?

La difficulté fut prévue par M. Marc Sauzet, au cours de la discussion de la loi de 1899. A la séance du 8 juin 1899, il demandait à la Chambre de la résoudre. La loi fut votée sans qu'une réponse ait été fournie. Et quelques jours après, le 21 juin 1899, le Comité Consultatif des assurances à qui la question était soumise considérait les exploitations forestières comme des chantiers pleinement assujettis au risque professionnel.

Cette opinion n'a pas triomphé en jurisprudence.

Le 28 février 1902, le Conseil d'État décidait dans deux arrêts que les exploitations de coupes forestières constituent par elles-mêmes un travail agricole au sens de la loi du 30 juin 1899, indépendamment de la qualité de ceux qui s'y livrent ou pour le compte de qui elles sont entreprises (D. 1902. 3. 18).

La Cour de Cassation a adopté la même thèse et le principe de sa jurisprudence paraît avoir été posé par un arrêt de la Chambre Civile du 4 août 1903 (D. 1904. 1. 46). Cet arrêt décide que l'exploitation d'une coupe forestière prise en elle-même est un travail agricole sans qu'il y ait à rechercher pour le compte de qui il y est procédé. Cette jurisprudence a été maintenue et confirmée par un arrêt de la Chambre Civile du 26 octobre 1903 (D. 1904. 1. 46) et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 février 1904 (*Gaz. Pal.*, 1904. 2. 101).

Depuis la loi du 12 avril 1906, la question se pose à nouveau sous une autre forme. S'il pouvait être contestable que les marchands de bois fussent soumis à la loi de 1898, la loi de 1906 les y a sûrement assujettis puisque ces marchands sont des commerçants.

La jurisprudence de la Cour de Cassation va-t-elle être maintenue et la loi du 30 juin 1899 sera-t-elle seule applicable au marchand de bois procédant à l'exploitation d'une coupe forestière ?

Il n'est pas douteux que ces exploitations doivent être exclues de la loi du 12 avril 1906, quelle que soit la personne qui dirige la coupe. La question fut prévue au cours des débats de la loi de 1906. M. le sénateur Cordelet, rapporteur de cette loi, disait à la séance du 27 mars 1906, après avoir fait allusion à la jurisprudence que nous avons rappelée : « Il a paru à la Commission sénatoriale que, si la loi de 1898 devait être appliquée aux coupes et exploitations forestières, cela devait se faire dans la loi spéciale à l'agriculture qui est en préparation. »

La question se pose encore et d'une manière d'autant plus intéressante qu'elle n'a pas été prévue par la loi de 1906, en ce qui concerne les entrepreneurs de battages.

Antérieurement à la loi de 1906, les entrepreneurs de battages étaient d'une manière à peu près incontestable exclus de la loi du 9 avril 1898 et soumis à la loi du 30 juin 1899.

Or, ces entrepreneurs sont des commerçants. Ils ont acheté un objet pour en louer l'usage. (Article 632 du Code de Commerce) (En ce sens, Nantes, 17 février 1869. S. 70. 2. 55). Seront-ils encore soumis à la loi du 30 juin 1899 ? Ne répondront-ils que des accidents causés par leur machine ? Ou devront-ils garantir tous les accidents ? Pour poser la question sous une autre

forme, l'entrepreneur de battages qui se sert d'une machine dite « trépigneuse », fonctionnant à l'aide d'un cheval, sera-t-il soumis au risque professionnel ?

La question est distincte de celle des exploitations forestières.

Le marchand de bois, en effet, peut être considéré comme ayant deux exploitations :

- 1° Une exploitation forestière purement agricole ;
- 2° Un chantier de bois, au caractère industriel ou commercial.

Ces deux exploitations sont bien indépendantes l'une de l'autre à tel point qu'on concevrait parfaitement un marchand de bois n'ayant pas de coupes et achetant le bois abattu et scié au propriétaire. La distinction entre les deux exploitations du marchand de bois a d'ailleurs été faite par le Conseil d'État. L'un des arrêts du vingt-huit février 1902 que nous citons plus haut maintenait la taxe additionnelle à patente pour le chantier de bois et l'écartait seulement pour la coupe forestière.

En ce qui concerne l'entrepreneur de battages il n'y a plus de distinction possible. Il n'y a plus qu'une exploitation dont il s'agit de déterminer le caractère. Or, à notre avis si les fonctions de l'entrepreneur de battages ont pour objet la mise en œuvre de produits agricoles, l'entreprise considérée en elle-même est bien commerciale et comme telle soumise à la loi de 1898 depuis 1906. L'opinion contraire aboutirait à exclure du risque professionnel le marchand de grains et le marchand de beurre. On dirait : En procédant à la vente de produits agricoles, ils ne font qu'un travail agricole et ne sont

soumis au risque professionnel que s'ils emploient des moteurs.

Nous ne croyons pas cette opinion conforme à l'esprit des textes et nous pensons trouver dans des décisions antérieures à la loi du 12 avril 1906 les principes qui permettent de solutionner la difficulté qui nous occupe.

Il ne suffit pas en effet pour exclure l'application du risque professionnel de dire qu'on se trouve en présence d'un travail agricole. La jurisprudence n'a pas hésité à en décider ainsi sous l'empire même de la loi de 1898. Prenons comme exemple la fabrication du beurre et du fromage. Si cette fabrication est faite par l'agriculteur pour utiliser ses produits, la loi du 30 juin 1899 sera seule applicable. Au contraire, la personne qui effectue le même travail dans un but industriel ou commercial est assujettie au risque professionnel. Il y a industrie parce qu'il y a transformation de la matière dans un but industriel, et la Cour d'Orléans, appliquant ce principe, a consacré l'application de la loi de 1898 par un arrêt du 21 mars 1907 (*Rec. Acc. Trav.*, 1907, mai, p. 24).

Le fait qu'on se trouve en présence d'un travail purement agricole importe donc peu.

Si ce travail est entrepris dans un but industriel ou commercial la loi de 1898 s'applique.

Et enfin si l'on considère le texte de la loi de 1906 on peut voir qu'aucune réserve n'est faite et que toutes les entreprises commerciales sont bien assujetties.

La loi du 30 juin 1899, dans notre opinion, ne resterait donc applicable qu'aux agriculteurs eux-mêmes à l'exclusion de ceux qui dans un but commercial prépa-

rent pour la vente ou vendent les produits de l'agriculture.

Il existe peu de jurisprudence sur la question. Nous ne connaissons qu'un jugement du Tribunal civil d'Orléans du 1^{er} avril 1908 qui a statué sur l'espèce suivante : un ouvrier avait été blessé en aidant à l'enlèvement du moteur qui avait servi à mettre en mouvement la machine à battre. Il prétendait rendre l'entrepreneur responsable de l'accident et invoquait tant la loi de 1899 que la loi du 12 avril 1906.

Le Tribunal d'Orléans repoussa ses prétentions. Il écarta la loi du 30 juin 1899 en remarquant que la blessure n'était pas le résultat du fonctionnement d'une machine, mais qu'au contraire l'accident avait eu lieu alors que le battage était terminé. Et en ce qui concerne la loi du 12 avril 1906 le jugement s'exprime ainsi : « Attendu que la loi du 12 avril 1906 ne saurait davantage recevoir application. Attendu, en effet, que si cette loi, d'après son titre même, étend à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, elle ne fait aucune allusion à la loi du 30 juin 1899 qui décide qu'en dehors du cas spécial qu'elle vise ladite loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

« Que si le législateur de 1906 avait entendu faire bénéficier les accidents survenus dans les exploitations agricoles de la nouvelle disposition qu'il édictait, il n'aurait point omis de le déclarer en présence des termes restrictifs du dernier alinéa de l'article unique de la loi de 1899. Que le silence par lui gardé est la dé-

monstration manifeste qu'il n'a apporté aucune innovation à la loi sur les accidents agricoles. » (Tribunal Civil d'Orléans, 1^{er} avril 1908. Extrait des minutes du greffe.)

Ce jugement se fonde sur l'idée que l'entrepreneur de battages, exerçant un travail agricole dirige une exploitation agricole. Et il indique que les exploitations agricoles ne sont soumises qu'à la loi du 30 juin 1899. Nous avons vu que le principe sur lequel il s'appuie est loin d'être intangible. Des documents de jurisprudence établissent, en dehors même de la législation des accidents, que l'entrepreneur de battages est un commerçant. Et le fait d'accomplir un travail agricole ne suffit pas à lui seul à écarter l'application de la loi du 9 avril 1898.

Nous pensons avoir plus haut suffisamment établi ces deux points et nous ne croyons pas que le Tribunal d'Orléans ait donné une solution définitive de la difficulté que nous avons étudiée.

Après avoir ainsi indiqué les difficultés que présente la détermination des professions soumises à la loi du 30 juin 1899 il nous reste à définir la situation spéciale de l'agriculture à l'égard du risque professionnel.

Les agriculteurs ne sont responsables dans les conditions de la loi 1898 que s'ils emploient un moteur et seulement pour les accidents causés par ce moteur.

La loi du 30 juin 1899 appelle moteur toute machine mue par une force autre que celle de l'homme ou celle des animaux et le mot machine a parfois été entendu dans un sens très large. La Cour de Nîmes (1^{er} août 1906. S. 1907. 2. 47) a considéré comme moteur un appareil consistant en un câble tendu entre le sommet d'une mon-

tagne où s'exploitait une coupe de bois et la base de cette montagne et servant à diriger dans la descente des traîneaux chargés de bois.

Il faut que l'accident soit causé par le fonctionnement du moteur ou de la machine mise en marche par ce moteur. Les accidents qui se produisent alors que le moteur est au repos ne donnent droit à aucune réparation. La Cour de Cassation a décidé dans ce sens avant la loi du 12 avril 1906 que le chauffeur d'une batteuse blessé par la rupture d'une chaîne d'attelage en promenant sa machine de village en village ne peut obtenir une indemnité de son patron (6 janvier 1903. D. 1903. 1. 178).

Si le moteur fonctionne, seul sera protégé l'ouvrier victime de ce fonctionnement. L'homme blessé au cours d'un travail indépendant du moteur ne peut invoquer la loi du 30 juin 1899. L'ouvrier qui jette des gerbes sur la plate-forme d'une batteuse ne pouvait donc avant la loi d'extension au commerce invoquer le risque professionnel s'il se blessait en tombant du haut du gerbier sur le sol (Cassation, 15 décembre 1902. D. 1903. 1. 178).

La loi du 30 juin 1899 a en outre solutionné diverses difficultés en déterminant les personnes responsables des accidents et celles qui peuvent prétendre à la qualité d'ouvriers. L'examen de ces difficultés dépasse le but de notre étude. Nous n'avons en vue que la détermination des professions soumises au risque professionnel et s'il était nécessaire de dire en quoi l'assujettissement de l'agriculture est particulièrement restreint nous n'avons pas à fournir un commentaire complet de la loi du 30 juin 1899.

SECTION III. — LES PROJETS DE RÉFORME
DE LA LÉGISLATION ACTUELLE.

La loi du 30 juin 1899, dont nous venons de préciser les principes, a pour résultat de laisser sans protection les ouvriers agricoles dans la majorité des cas. En limitant le risque professionnel au cas d'emploi d'un moteur et aux accidents causés par ce moteur elle abandonne au régime du droit commun la plupart des travaux de l'agriculture.

Des efforts ont été faits et une activité législative s'est manifestée en vue de soumettre les agriculteurs au même régime que les industriels et les commerçants.

Les premières propositions qui eurent pour objet le risque professionnel ne faisaient aucune distinction entre les divers objets de l'activité humaine. Elles assujettisaient à leur loi tous les patrons (Proposition Félix Faure du 14 janvier 1882. Amendement Maurice Faure. Proposition Rozet et Ricard).

Le 22 mai 1888, « la Chambre, saisie de la question de savoir si l'on devait oui ou non traiter au point de vue des risques professionnels les ouvriers agricoles de la même façon que les autres, décida par 540 voix contre 0 de les assimiler » (Rapport Chauvin du 22 février 1907) (Doc. Parl. 1907, n° 777).

Nous avons vu d'ailleurs en étudiant la loi du 9 avril 1898 que ces efforts n'aboutirent pas et que pour introduire le principe du risque professionnel dans notre droit ses auteurs avaient dû le limiter à l'industrie.

La première étape ainsi franchie, on s'efforça de résoudre la question agricole qui avait dû être momentanément abandonnée.

Dès le 13 décembre 1900, alors que la loi du 9 avril 1898 n'avait pas encore six mois d'application pratique, M. Mirman soumettait à la Chambre une proposition d'extension de cette loi à l'agriculture (*J. off.*, Chambre des Députés. Doc. Parl., janvier 1901, p. 166).

Depuis, les efforts dans ce sens se sont multipliés. Il convient de signaler notamment l'amendement de M. Breton à la loi du 30 juin 1899 soumettant au risque professionnel non seulement les exploitations agricoles faisant usage d'un moteur, mais aussi celles employant des machines actionnées par des animaux agissant sur un manège ou un plan incliné (3 juin 1901). Un amendement de M. Boucher assimilant aux chantiers les coupes et exploitations forestières fut adopté par la Chambre le 7 juin 1904 au cours de la discussion de la proposition d'extension au commerce de la loi du 9 avril 1898. Enfin un projet de résolution de M. Mirman invitant le gouvernement à présenter un projet d'extension à l'agriculture du risque professionnel fut présenté par M. Mirman à la Chambre des Députés et voté par elle le 9 juin 1904.

Le projet réclamé fut promis par le gouvernement à maintes reprises. MM. Chauvin (13 décembre 1905), Paul Constans (30 janvier et 14 juin 1906), Debeaune (10 avril 1906) rappelèrent et firent renouveler cette promesse. Leurs efforts eurent pour résultat le dépôt par le Gouvernement à la Chambre des Députés, le 5 novembre 1906, du projet d'extension depuis longtemps réclamé.

L'examen de ce projet fut confié à la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales et M. le député Chauvin, rapporteur de cette Commission, déposa son rapport le 22 février 1907 (Ch. des Députés. Doc. Parl., 1907, n° 777). La Commission propose à la Chambre un texte dont voici l'article 1^{er} :

« La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, aux ouvriers, aux employés et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne occupés dans les exploitations agricoles et forestières, dans les exploitations d'élevage de quelque nature qu'elles soient, de dressage et d'entraînement dans les haras et dans les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles qui ne seraient pas soumis à la loi du 12 avril 1906. »

Au cours de l'élaboration de ce projet de loi une question se posa que l'article 1^{er} résout. Devait-on pratiquer l'extension pure et simple de la loi de 1898 aux exploitations agricoles en employant une formule analogue à celle de la loi d'extension au commerce ? Devait-on au contraire créer de toutes pièces une législation spéciale à l'agriculture sans tenir compte de la situation faite au commerce et à l'industrie ? Devait-on enfin adopter un système intermédiaire, poser en principe l'application de la loi de 1898 à l'agriculture tout en apportant à ce principe des exceptions particulières d'interprétation stricte qui apparaîtraient comme nécessaires par l'étude des besoins pratiques ?

C'est cette dernière solution qui fut adoptée par la

Commission. Le texte, nous l'avons vu, assujettit l'agriculture au risque professionnel « sous réserves des dispositions spéciales ci-après ».

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces dispositions spéciales dont l'exposé dépasserait l'objet de notre travail.

Nous signalerons seulement l'article 5 du projet qui permet à tout employeur non assujetti de se placer sous le régime de la législation spéciale en accomplissant certaines formalités. Nous verrons que cette faculté d'assujettissement a été consacrée par la loi du 18 juillet 1907 dont nous ferons le commentaire.

Nous allons nous efforcer au contraire de déterminer les professions que sous l'idée générale d'agriculture le projet soumet à ses dispositions.

Nous remarquerons tout d'abord que le projet ne fait pas d'énumération complète des professions assujetties comme il en existe dans diverses législations étrangères et notamment dans la loi Hollandaise. Il procède de la manière employée par la loi de 1898. Il pose le principe de l'extension aux exploitations agricoles, forestières et d'élevage, et indique les établissements de dressage.

M. Chauvin dans son rapport explique que le texte n'a rien de limitatif. « Le mot exploitation agricole, dit-il, englobe tous les établissements horticoles, maraîchers, fruitiers, viticoles, et le mot exploitation forestière embrasse tous les travaux et entreprises de cette catégorie. » Il cherche même une définition générale de l'exploitation agricole en disant que c'est celle où l'on fait usage de la terre pour un objet d'économie rurale.

Le projet embrasse aussi les travaux accessoires de l'agriculture tels que la fabrication du beurre, du fromage, du cidre et du vin et « en général tous les travaux qui ne rentrent ni dans le cadre des professions libérales, ni dans la sphère d'application des lois de 1898 et de 1906 ». L'article 1^{er} de l'œuvre de la Commission parle enfin « de dépôts et de magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles ».

M. Chauvin explique ainsi ce passage de l'article 1^{er} : « On a envisagé la situation suivante : certains exploitants agricoles ont dans les villes des magasins ou dépôts où ils vendent les produits de leur exploitation. Si ces magasins ou dépôts vendent en même temps d'autres produits qu'ils achètent pour les revendre, ils sont des établissements commerciaux en vertu de l'article 632 du Code de Commerce et assujettis par la loi du 12 avril 1906 ; il n'y a dans ce cas aucune difficulté. Mais s'ils ne vendent exclusivement que les produits de l'exploitation, ils ne tombent évidemment pas sous le coup des textes précités. Ils auraient pu échapper ainsi et à la loi du 12 avril 1906 et à la loi nouvelle ».

Si nous ne pouvons qu'approuver la mention spéciale faite par le projet des dépôts et magasins de vente en tant qu'elle est de nature à éviter des difficultés, nous ne sommes plus d'accord avec le rapport de M. Chauvin lorsqu'il croit pouvoir affirmer qu'en l'absence de cette mention « une incertitude aurait pu subsister sur la dépendance économique de ces magasins ou dépôts vis-à-vis de l'exploitation agricole ou forestière principale ». Il suffit de se rappeler la jurisprudence de la Cour de

Cassation que nous indiquions à notre Chapitre III en définissant la situation du patron à la fois industriel et commerçant. L'arrêt de la Chambre civile du 17 juillet 1907 (*Gaz. Pal.*, 1907. 2. 266) que nous citons déclare qu'un fabricant ne cesse pas d'être un industriel quand il vend les produits de sa fabrication. Il est probable que la Cour de Cassation saisie des difficultés qui préoccupent M. Chauvin déciderait de même qu'un agriculteur ne fait que continuer son exploitation lorsqu'il en vend les produits et qu'en conséquence il devrait être soumis à la loi projetée. Il aurait été d'ailleurs d'autant plus difficile de faire de ces dépôts des magasins commerciaux que, s'ils vendent des produits, ils n'en achètent aucun et ne peuvent être, aux termes de l'article 632 du Code de Commerce, considérés comme achetant pour revendre.

Quoi qu'il en soit, le projet de la Commission d'Assurance n'a pas encore reçu la consécration légale.

La Commission de l'Agriculture, en effet, émue des conséquences que ce projet aurait pour la petite culture et des charges qu'il ferait peser sur les modestes familles agricoles en a demandé et obtenu communication. Après étude de la loi projetée elle a conclu à ce qu'une enquête soit faite près des sociétés agricoles qui devraient donner leur avis en vue d'éclairer le législateur.

Nous n'avons pu trouver trace de cette enquête qui ne paraît pas avoir encore eu lieu.

Le vote de la loi se trouve par là même sensiblement retardé. Et d'ailleurs il est un fait qui peut permettre de croire que l'activité législative marque un temps de

repos. On a détaché en effet l'article 5 du projet visant l'assujettissement facultatif et on l'a joint à d'autres projets qui sont devenus la loi du 18 juillet 1907.

Cela semble dire que la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales n'espère pas voir de son œuvre une application pratique bien prochaine.

CHAPITRE XI

La loi du 18 juillet 1907.

L'idée de soumission facultative à la législation des accidents du travail consacrée par la loi du 18 juillet 1907 est une idée relativement ancienne. Dès le 18 mars 1901 (Annexe 2273. *J. Off.* du 28 mars 1901), M. Mirman déposait un projet en ce sens à la Chambre des Députés et parvenait à le faire voter au cours de la séance du 10 février 1902 (*J. Off.* du 11 février 1902).

Le projet Mirman n'avait pas encore été soumis au vote du Sénat à la fin de 1906 lorsqu'un projet fut déposé par le Gouvernement en vue d'étendre la loi du 9 avril 1898 aux exploitations agricoles. Nous avons vu que l'examen de ce projet fut confié à la commission d'assurance et de prévoyance sociales et nous avons étudié le rapport de M. Chauvin. Le texte proposé par le rapport Chauvin rappelant la thèse de l'assujettissement facultatif attira l'attention sur le projet Mirman et la loi du 18 juillet 1907 fut ainsi votée.

La loi de 1907 tout en appliquant le principe rappelé dans le rapport Chauvin a établi les formalités d'une manière toute différente. Tandis que le rapport Chauvin

considérerait la déclaration du patron comme suffisante pour réaliser l'assujettissement, la loi de 1907 fait de cet assujettissement un contrat. C'est par suite d'un accord entre le patron et l'ouvrier qu'ils pourront dans leurs relations invoquer l'un et l'autre la législation des accidents. Et comme on aurait pu craindre qu'en réalité le contrat d'assujettissement fût imposé par le patron à l'ouvrier par la menace d'un renvoi, M. le Sénateur Poirrier faisait remarquer que cette contrainte serait douce, car la loi de 1898 est dans son ensemble plus favorable à l'ouvrier que la responsabilité civile (Rapport Poirrier du 14 mai 1907. Annexe 117. *Journal Officiel* du 2 octobre 1907).

L'utilité pratique de la loi est de permettre l'assujettissement à la législation des accidents des professions qui y échappent actuellement.

Ces professions sont l'agriculture et les professions libérales. Et c'est particulièrement pour l'agriculture que la loi a été faite. C'est pour ménager la transition entre la situation actuelle et le projet d'extension, que nous avons précédemment analysé et qui sera tôt ou tard voté dans son principe, que l'on a permis aux intéressés de faire l'essai de la situation d'avenir et d'en apprécier les avantages et les inconvénients.

La loi du 18 juillet 1907 était absolument nécessaire pour la réalisation de ce but. Il ne faut pas oublier en effet que la loi du 9 avril 1898 était une loi d'ordre public s'imposant aux patrons assujettis et ne rendant possible à aucun point de vue pour l'assujettissement, l'intervention de la volonté des assujettis.

La loi avait tout d'abord pris soin de déclarer dans les articles 2 et 7 que seule elle serait applicable aux accidents du travail et qu'on ne pourrait invoquer contre le patron ou ses ouvriers d'autre responsabilité que celle qu'elle édictait. La responsabilité prévue et réglée par les articles 1382 et suivants du Code Civil se trouvait ainsi expressément écartée.

A l'inverse la jurisprudence décidait qu'il était impossible de se soumettre contractuellement aux dispositions de la loi du 9 avril 1898. C'est ainsi que la Cour de Cassation déclarait le 6 août 1907 (*Gaz. Pal.*, 1907. 2. 347) qu'un commerçant non assujetti à raison de sa profession à la législation spéciale ne pouvait être considéré comme soumis contractuellement à cette législation sous prétexte qu'il aurait contracté une assurance sur les bases de la loi du 9 avril 1898 et qu'il aurait payé le demi-salaire à un de ses ouvriers après un accident.

Il nous reste maintenant à décrire rapidement les formalités à remplir pour réaliser l'assujettissement d'une profession à la législation des accidents.

La loi considère l'assujettissement comme un contrat entre le patron et l'ouvrier et elle règle les conditions de formation de ce contrat dont le patron a l'initiative.

Elle prévoit une déclaration du patron à la mairie du siège de son exploitation. Le maire donne un récépissé de cette déclaration et la transcrit sur un registre. Ce registre peut être consulté par les intéressés.

Le patron doit en outre avoir en sa possession un carnet sur lequel le maire mentionne la déclaration et

appose son visa. Ce carnet est destiné à assurer le fonctionnement pratique de l'article 2.

Il ne suffit pas en effet pour que l'assujettissement soit réalisé d'une simple déclaration du patron. Si tel était le système du rapport Chauvin, nous avons vu qu'il n'avait pas été intégralement consacré par le Parlement.

L'article 2 exige l'adhésion, le consentement de l'employé à l'application de la législation spéciale, et seuls peuvent bénéficier de la loi, ou se la voir opposer, les ouvriers qui ont fourni leur adhésion. C'est un élément indispensable de l'assujettissement.

L'adhésion de l'ouvrier est constatée par sa signature sur le carnet prévu à l'article 1^{er}. On exige que les ouvriers écrivent eux-mêmes la date de leur engagement. On veut ainsi éviter toute surprise et s'assurer que l'employé qui donne son consentement est suffisamment instruit pour lire et comprendre la déclaration qu'il signe.

Ceux qui ne peuvent ou ne savent signer ainsi que les mineurs donnent leur adhésion devant le Maire qui la mentionne sur le carnet.

Les mineurs sont dispensés de l'autorisation de leur père ou tuteur. Quant aux femmes mariées le législateur établit pour elles un système bizarre. D'un côté en effet on les affranchit de l'autorisation maritale et on déclare qu'elles seront seules juges de leur adhésion. Mais d'un autre côté on les considère comme des mineures puisqu'on les oblige à donner leur consentement devant le Maire. C'est comprendre l'autorité maritale non comme un principe d'unité dans la direction des affaires du mé-

nage, mais comme une protection de la femme considérée comme incapable à raison de son sexe. Comme une mineure on la dispense de l'autorisation de celui qui la dirige, mais comme une mineure aussi on la met sous la protection du maire de la commune. Il est douteux que cette disposition soit en harmonie avec les mœurs actuelles et avec l'esprit qui animait les auteurs de la loi du 13 juillet 1907 donnant à la femme mariée la libre disposition de son salaire.

L'assujettissement ainsi réalisé n'est pas irrévocable. Une déclaration l'avait établi, une déclaration à la mairie le fera cesser. Mais les effets de cette nouvelle déclaration ne sont que relatifs. L'assujettissement n'a été possible que par le consentement de l'ouvrier. A l'égard des ouvriers dont l'adhésion est constatée par une signature sur le carnet du patron, l'assujettissement continue et ils pourront invoquer la législation des accidents. Mais les ouvriers qui n'ont pas donné leur adhésion ou ceux qui viendraient à être engagés dans l'entreprise ne pourront plus avoir le bénéfice de la loi du 9 avril 1898.

Nous croyons d'ailleurs, en nous inspirant du caractère contractuel de l'assujettissement organisé par la loi du 18 juillet 1907, que la déclaration prévue à l'article 3 de cette loi pourrait avoir un effet absolu si le patron obtenait l'adhésion des ouvriers à sa déclaration de cessation d'assujettissement. Quant aux formes de ce consentement nouveau elles seraient les mêmes que celle de l'adhésion primitive.

La loi indique que la déclaration de l'article 3 sera mentionnée sur le carnet. Il en devrait être de même pour

les adhésions à la cessation d'assujettissement qui seraient recueillies par le maire pour les illettrés, les mineurs et les femmes mariées (En ce sens déclarations du Ministre du Travail à la Chambre des Députés, le 2 juillet 1907. *Journal Officiel* du 3).

CHAPITRE XII

Situation de l'État, des Départements, des Communes et des Établissements publics à l'égard de la législation des Accidents du travail.

Nous avons supposé, en précisant au cours des chapitres précédents les limites du domaine de la législation des accidents du travail, que nous nous trouvions en présence d'un particulier industriel, agriculteur ou commerçant.

Les règles d'assujettissement que nous venons d'exposer vont-elles s'appliquer aux travaux exécutés pour le compte de l'État?

L'examen des travaux préparatoires de la loi de 1898 permet de décider de cette application. A la séance du 22 mai 1888 la Commission de la Chambre admettait à bénéficier des dispositions du projet en discussion « les ouvriers ou employés occupés même pour le compte de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics, aux travaux que l'article 1^{er} énumérait. » Le texte proposé par la Commission fut voté par la Chambre. Lorsque la loi vint devant le Sénat la Commission prépara un texte qui visait expressément les exploitations de l'État, des départements, des

communes ou des établissements publics. Le renvoi de divers amendements à cette commission en ayant motivé la démission à la suite de la séance du 25 mars 1889, une Commission nouvelle fut nommée. Le 1^{er} avril 1889 cette commission proposait un texte déclarant le principe de la loi applicable aux exploitations dont nous occupons. Cette partie du texte fut encore adoptée sans difficultés (Séance du Sénat du 1^{er} avril 1889).

Le projet voté à la Chambre à la Séance du 3 juin 1893 contenait une disposition analogue.

Enfin le 4 juillet 1895 le Sénat votait un projet déclarant applicable aux entreprises de l'État et autres personnes morales du droit public les dispositions de la loi des accidents lorsque ces accidents présentent un caractère industriel.

La mention expresse de l'application à l'État du risque professionnel fut supprimée par la Commission entre la première et la deuxième délibération de la loi. Et comme à la Séance du 20 mars 1896, M. le sénateur Blavier proposait de rétablir les mots « États, Départements, Communes et Établissements publics » que l'on avait fait disparaître, le Président de la Commission lui fit observer qu'aucune exception n'était faite par le texte et que par là même les entreprises publiques étaient assujetties.

L'application du risque professionnel aux entreprises de l'État qui se dégage de l'examen des travaux préparatoires trouve encore son fondement dans le texte même de la loi de 1898. L'article 32 en effet apporte une exception expresse en ce qui concerne les ouvriers, apprentis et

journaliers appartenant aux ateliers de la marine et les ouvriers immatriculés dans les manufactures d'armes dépendant du Ministère de la Guerre. C'est dire que toutes les autres entreprises publiques susceptibles d'être comprises dans les termes de l'article 1^{er} sont soumises à la législation spéciale des accidents. De même l'article 13 de la loi considère les entreprises de l'État tellement assujetties qu'il édicte des règles spéciales de procédure à leur égard.

La Cour de Cassation, s'inspirant de ces arguments, a décidé que l'État était soumis au risque professionnel comme le sont les particuliers. Nous pouvons signaler en ce sens un arrêt de la Chambre Criminelle du 20 juillet 1907 (*Le Droit* du 1^{er} décembre 1907).

« Attendu, dit l'arrêt, que les termes généraux de ce texte (l'article 1^{er} de la loi) comprennent aussi bien les exploitations de l'État que celles des particuliers : que cette interprétation est d'ailleurs confirmée par les articles 13 et 32 de ladite loi ».

Mais si l'État, les départements, les communes et les établissements publics sont assujettis, ils ne le sont que dans la mesure où les particuliers sont soumis au risque professionnel.

Il faut donc n'envisager que les entreprises que l'État dirige à titre industriel ou commercial c'est-à-dire dans un but de lucre comme le ferait un particulier.

Il faut au contraire exclure de la loi de 1898 les exploitations qui ne sont entreprises par l'État et les autres personnes morales que dans un but désintéressé et d'utilité publique, c'est-à-dire *les services publics*.

Voici un principe simple. Mais son application est loin d'être facile.

Quels seront en fait les services publics ?

Sur cette question de nombreuses difficultés se produisirent et il nous appartient d'examiner les principales d'entre elles et d'indiquer la solution qui leur a été donnée par la jurisprudence.

Considérons d'abord les entreprises assujetties au risque professionnel.

L'arrêt de la Cour de Cassation que nous avons plus haut indiqué soumettait à la loi de 1898 la poudrerie nationale de Vonges en la considérant comme manufacture et en outre comme exploitation où sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives. On devrait de même, à notre avis, en vertu du principe que nous avons posé, soumettre au régime du risque professionnel les manufactures de tabacs et d'allumettes.

Les chemins de fer de l'État rentrent également d'une manière évidente dans le domaine de la loi.

Nous pouvons encore comprendre parmi les entreprises assujetties, les ateliers de construction de l'artillerie, les ateliers de préparation et de manutention de subsistances militaires.

L'assujettissement des arsenaux militaires résulte notamment de deux arrêts de la Cour de Besançon des 28 février et 11 juillet 1900 (D. 1900. 2. 227 et 1901. 2. 457).

Enfin les manufactures d'armes elles-mêmes sont soumises au régime de la loi de 1898 en tant qu'elles emploient des ouvriers non immatriculés.

En ce qui concerne les ouvriers immatriculés, des règlements administratifs établissent en leur faveur un système de pensions et l'article 32 de la loi de 1898 les excepte expressément des dispositions qu'édicte cette loi (En ce sens, Loubat, 2^e édition, n^o 128).

Mais si peu de difficultés se sont produites en ce qui concerne les établissements que nous venons d'énumérer, de vives controverses se sont élevées à propos d'autres entreprises et nous allons maintenant examiner ces controverses.

Le service des Postes et Télégraphes paraît à priori devoir être compris parmi les exploitations publiques soumises au risque professionnel. On concevait parfaitement que le transport des correspondances fût assuré par des particuliers et le monopole dont l'État jouit à cet égard lui assure des bénéfices. On pourrait donc y voir une exploitation dirigée par l'État dans le but de lucre et l'assujettir comme sont assujettis les chemins de fer.

La jurisprudence a pourtant considéré les postes et télégraphes comme un *service public* et elle décide que les employés des postes n'ont pas le droit d'invoquer la loi du risque professionnel. « L'Administration des postes, aux termes d'un arrêt de la Cour de Limoges, tout au moins dans la partie de son service relative à la transmission des dépêches ou autres objets qui lui sont confiés en vertu des règlements et lois qui régissent ses attributions ne peut être considérée ni comme une entreprise de chargement ou déchargement ni comme une entreprise de transport à laquelle sont applicables les

dispositions de la loi. Cette transmission à laquelle est préposée l'administration des postes constitue *un véritable service public* mais non point une exploitation ayant un caractère industriel ou commercial » (Limoges, 4 mai 1906. *Le Droit* du 15 novembre 1906). (En ce sens, Tribunal de Bagnères, 18 janvier 1901. *Gazette des Tribunaux*, 2^e partie 1901. 1.404) (Besançon, 3 août 1907) (*Gaz Pal.*, 1907. 2.305).

La question de savoir si les travaux d'entretien des routes effectuées par les Ponts et Chaussées ou par les services vicinaux des communes devaient être assujettis a fait également l'objet de difficultés nombreuses et la controverse qui s'est élevée n'est pas encore résolue d'une manière définitive. Le Comité Consultatif des Assurances dans un avis du 7 mars 1900 (*Rec. Accidents du travail*. Janvier 1902, p. 208) décidait :

« Que s'ils étaient confiés à l'entreprise privée les travaux de construction de réfection et d'entretien des routes emporteraient l'assujettissement des entrepreneurs à la loi du 9 avril 1898. » « Que, dès lors, les départements et les communes se trouvent soumis pour les mêmes travaux exécutés en régie aux mêmes responsabilités et que les cantonniers du service vicinal sont appelés au bénéfice de la loi. »

Un arrêt de la Cour de Limoges du 25 juillet 1906 (*Recueil de Limoges*, 1906. 1.87) « adoptant ce système, considérait que le cassage des cailloux destinés à l'empierrement des routes constitue une transformation industrielle de matériaux qui donne à la réunion des ouvriers occupés à ces travaux la qualité d'un véritable

chantier ». Cet arrêt a même estimé que le chantier sur lequel une commune emploie des indigents et des ouvriers sans travail ne perd pas sa qualité et ne devient pas un établissement de pure bienfaisance lorsque les ouvriers y sont embauchés et travaillent dans des conditions identiques à celles dans lesquelles un entrepreneur ordinaire aurait pu les embaucher. L'arrêt de Limoges appliquait ainsi la thèse soutenue par un arrêt de la Cour de Poitiers du 16 juin 1902 (Sirey, 1904. 2. 145). D'après cet arrêt le seul fait de l'existence d'une intention charitable ne suffit pas à écarter l'application de la loi de 1898. Il faut encore qu'en fait cette intention ne serve pas à favoriser une entreprise lucrative et que les travaux auxquels se livrent les indigents soient avant tout un prétexte à secours. La Cour de Limoges ayant considéré qu'elle était en présence d'un véritable chantier industriel n'avait pas hésité à le soumettre au risque professionnel. La Cour de Poitiers au contraire, n'apercevant dans l'espèce qu'elle avait à apprécier qu'une intention charitable, a écarté l'application de la loi de 1898.

Les ateliers de charité ne sont donc pas soumis à la législation des accidents, parce que ce sont des services publics d'assistance.

L'emploi d'ouvriers indigents ne peut au contraire y échapper lorsque ces ouvriers travaillent aux conditions ordinaires dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Si les arrêts que nous venons d'examiner ont considéré comme compris dans les termes de la loi de 1898 les travaux de construction ou d'entretien des routes,

d'autres documents de jurisprudence ont adopté un système contraire. Nous signalerons notamment un arrêt de la Cour de Grenoble du 9 novembre 1906 (*Le Droit* du 2 mars 1907) qui résume les arguments que l'on peut invoquer en faveur du non-assujettissement des administrations vicinales. « Attendu qu'à bon droit, au contraire, il est soutenu au nom de la Compagnie *La Zurich* que la demande de Guion doit être repoussée parce que l'administration vicinale n'exploite pas une entreprise assujettie à la loi du 9 avril 1898. Qu'en effet, l'expression entreprise dont s'est servi le législateur éveille *a priori* une idée de spéculation et de lucre et qu'il apparait tout d'abord que l'applicabilité de la loi de 1898 a été restreinte aux travaux industriels dont le but est de réaliser un gain. Que par suite il ne semble pas qu'on puisse assimiler à une entreprise le service de l'Administration vicinale qui est un service public et non point une exploitation organisée en vue de faire des bénéfices. Attendu qu'en tout cas, les entreprises visées par la loi de 1898 sont celles-là seulement qui comportent des travaux industriels et qu'on ne voit pas en quoi l'industrie intervient dans le travail du cantonnier qui répand des pierres sur une route, cure les fossés ou soigne les arbres ». « Qu'on ne saurait dire davantage qu'un pareil travail se rattache de près ou de loin à l'industrie du bâtiment et qu'on ne discerne pas non plus en quoi ce travail présente, quant à sa nature et quant aux risques des rapports d'analogie avec le travail des ouvriers figurant dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898. Attendu qu'il est vainement

prétendu, d'autre part, qu'au moment où s'est produit l'accident du 1^{er} août 1904, Guion travaillait sur un chantier. Que si ce mot paraît devoir être entendu dans l'acception large que lui donne la langue usuelle, encore ne doit-il pas être séparé des mots « Usines et Manufactures » qui le précèdent et en déterminent le sens ». « Qu'en conséquence le mot chantier désigne le lieu où un certain nombre d'ouvriers travaillent ensemble sous une direction commune, soit à des terrassements, soit à la préparation industrielle de matériaux. Qu'il appert de là qu'on ne peut pas considérer comme travaillant sur un chantier au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, le cantonnier qui travaille seul sur l'acotement d'une grande route et qui travaille à percer des caissons entourant des arbres nouvellement plantés. « Qu'une telle occupation ne revêt manifestement aucun des caractères d'un travail de chantier et qu'il est par là vrai de dire que, soit au point de vue de la qualité de l'employeur, soit au point de vue de la nature du travail effectué, la loi de 1898 ne peut pas recevoir application dans la cause. »

La Cour de Douai avait déjà adopté cette solution par arrêt du 25 novembre 1902 (D. 1904. 2. 95).

Nous pouvons signaler enfin, comme constituant à notre avis un service public, le travail des détenus dans les prisons. Le travail est ainsi exercé non dans un but lucratif mais en vue de l'amélioration morale de ceux qui s'y livrent. Il échappera donc au risque professionnel.

Les entreprises considérées comme services publics,

et qui pour cette raison ne sont pas soumises à la loi de 1898, suivent les règles de la responsabilité établies par le droit administratif. Ces règles ont été précisées, notamment par le Conseil d'État, le 21 juin 1895 (D. 96. III. 65).

« La base de la responsabilité de l'État, disait le Commissaire du Gouvernement dans ses conclusions, tant vis-à-vis des tiers que de ses agents n'est pas dans un texte positif de droit civil (Art. 1710, art. 1382 et autres), mais dans un principe supérieur de justice duquel procèdent eux-mêmes les textes positifs que le juge civil a à appliquer. C'est donc une législation d'équité et non de droit écrit... Si l'État n'est pas lié par les textes du droit civil... il appartient au juge administratif d'examiner directement d'après ses propres lumières... en se conformant aux principes de l'équité, quels sont les droits et obligations réciproques de l'État et de ses ouvriers dans l'exécution de ses services publics et notamment si l'État doit garantir ses ouvriers contre le risque résultant des travaux qu'il leur fait exécuter. Nous estimons que, en l'absence d'un texte qui s'y oppose, la justice veut que l'État soit responsable vis-à-vis de l'ouvrier des dangers que lui fait courir sa coopération au service public. » Le Conseil d'État, constatant que l'ouvrier n'avait commis ni imprudence ni négligence, lui alloua en vertu de ces principes une indemnité.

Le risque professionnel s'applique donc aux services publics, mais le système d'indemnités de la loi de 1898 n'y prévaut pas. Les règles de l'équité que le Conseil

d'État apprécie souverainement sont les seules bases qui permettent de solutionner les difficultés. Il nous suffit d'ailleurs de constater la non-application de la loi de 1898 pour n'avoir pas à insister sur ce point.

Si l'on aborde enfin le domaine des projets de réforme, on voit que dès 1902, M. Mirman déposait un projet à la Chambre en vue de soumettre les postes, télégraphes et téléphones au risque professionnel. Ce projet ne semble pas avoir encore été discuté. Nous verrons d'ailleurs, en étudiant les diverses législations étrangères, que certaines d'entre elles assujettissent expressément les postes, télégraphes et téléphones.

Il y a mieux. Le service militaire étant au premier chef un service public se trouve exclus de l'application de la loi de 1898. On cherche actuellement à comprendre la profession militaire dans le domaine de la législation des accidents du travail et, en vue d'étudier les conditions dans lesquelles cette extension pourrait se faire, une Commission a été instituée par un arrêté du ministre du Travail du 3 juin 1907.

CHAPITRE XIII

Droit comparé.

Si l'on reprend une à une les diverses études que nous avons faites, on peut résumer de la manière suivante la situation actuelle de la France à l'égard du risque professionnel.

L'industrie et le commerce sont aujourd'hui, en vertu des lois de 1898 et de 1906, assujettis sans réserves.

L'agriculture, d'après la loi du 30 juin 1899, ne doit de garantie professionnelle que si elle emploie des moteurs inanimés et pour les accidents causés par ces moteurs.

Les professions libérales sont exclues de la législation des accidents, ainsi que les travaux purement domestiques.

Les patrons non assujettis peuvent au moyen de formalités très simples se mettre sous la protection de la loi de 1898.

Enfin si l'État, les départements, les communes et les établissements publics sont soumis au même régime que les particuliers pour leurs exploitations commerciales, industrielles ou agricoles ils rentrent au contraire dans le domaine des principes d'équité et sous la juridiction

du Conseil d'État en ce qui concerne les services publics.

Il nous reste maintenant, dans un dernier chapitre, à envisager les principales législations étrangères dans lesquelles une loi sur les accidents existe et à indiquer pour chaque pays les professions soumises à la loi. Pour réaliser ce but nous passerons en revue les divers chapitres de notre travail et pour chacun d'eux nous ferons une comparaison entre le droit français et le droit étranger.

Mais nous devons tout d'abord étudier à part la situation de l'Angleterre qui fait bénéficier actuellement du risque professionnel tous les employés, à quelque travail qu'ils se livrent.

SECTION I. — L'ANGLETERRE.

La première loi anglaise sur les accidents du travail date du 6 août 1897 (*Annuaire de Législation étrangère*, 1897, p. 18). Elle apparaissait comme un essai timide d'application du risque professionnel et limitait sa protection aux ouvriers de la grande industrie ou des entreprises importantes. C'est l'impression qui se dégage de la lecture de l'article 7 de cette loi. « La présente loi s'appliquera seulement aux travaux exécutés par les entrepreneurs... dans l'enceinte ou au sujet de chemins de fer, fabriques, mines, carrières, travaux d'art, bâtisses excédant trente pieds de haut qui sont en construction

ou en réparation au moyen d'échafaudages ou encore en démolition, ou aux travaux de construction, réparation, démolition dans lesquels on emploie des engins mus par la vapeur, l'eau ou autres forces mécaniques »

La loi envisageait avant tout les travaux qu'elle considérait comme particulièrement dangereux, et l'article 8 prenait soin de dire que la loi serait applicable à l'État dans tous les cas où elle l'aurait été si le patron eût été un simple particulier. Toutefois le service militaire ou naval étaient expressément exclus du risque professionnel.

Le premier pas dans la voie de l'extension fut marqué par une loi du 30 juillet 1900 appliquant à l'agriculture la loi de 1897 (Bellom. *Lois d'Assurance Ouvrière*, 7^e volume, p. 3649). Il est intéressant de constater que l'Angleterre a considéré comme moins urgente l'application du risque professionnel au commerce. Cela indique un courant d'opinion exactement contraire au nôtre. Nous avons réalisé sans difficulté l'extension de notre loi de 1898 aux entreprises commerciales alors que de vives résistances se manifestent contre les projets d'extension à l'agriculture. L'expression agriculture, aux termes de la loi anglaise de 1900, comprend l'horticulture, la sylviculture et l'usage de la terre en vue d'un objet agricole y compris la garde ou l'élevage de bétail, de volaille ou d'abeilles, la culture de fruits ou de légumes.

Nous arrivons ainsi à la loi du 21 décembre 1906 applicable depuis le 1^{er} juillet 1907 (Annexe au Rapport Chauvin du 22 février 1907 précité.) L'article 1^{er} pose comme principe que l'ouvrier victime d'un accident dans un *travail quelconque*, accident produit par et pendant ce

travail, a droit à une indemnité suivant le tarif légal. Sont ainsi assujettis non seulement l'industrie grande ou petite, le commerce et l'agriculture mais encore les professions libérales. Les termes de l'article 13 ne laissent aucun doute à cet égard. La loi s'applique à tous ceux qui ont passé un contrat de travail ou d'apprentissage avec un employeur ou qui travaillent en vertu de ce contrat, qu'il s'agisse d'un travail manuel, *de bureau*, ou de tout autre travail.

La loi n'excepte expressément que les agents de la police, les personnes employées à un travail non manuel qui gagnent plus de 250 livres par an, les ouvriers dont le travail a un caractère provisoire et qui sont employés à d'autres travaux qu'à ceux de l'industrie ou de la profession de l'employeur, les ouvriers travaillant à domicile, et les membres de la famille du patron habitant sous son toit.

Non seulement les professions libérales sont assujetties au risque professionnel, mais les termes généraux de la loi paraissent bien comprendre les travaux de ménage et s'appliquer aux domestiques et serviteurs quels qu'ils soient.

A l'inverse, l'exception faite expressément pour la police paraît maintenir l'exclusion de l'armée et de la marine militaire du système de réparation des accidents professionnels.

Quoi qu'il en soit tous les ouvriers, employés ou domestiques, dans le sens le plus large de ces expressions, ont le bénéfice du risque professionnel. Les petits employés de bureau ne sont pas seuls protégés. En

excluant seulement ceux qui gagnent plus de 250 livres, la loi de 1906 a encore laissé dans son domaine des employés qui reçoivent une importante rémunération pécuniaire.

L'Angleterre a donc en définitive réalisé l'extension à toutes les professions de son système d'indemnités aux ouvriers victimes d'accidents du travail et parcouru ainsi complètement la voie dont les divers pays d'Europe ne font que marquer les étapes.

SECTION II. — L'INDUSTRIE.

La législation anglaise ainsi précisée, nous allons rechercher les lois étrangères qui assujettissent à leur système de réparation des accidents de travail l'industrie et les professions diverses énumérées par l'article 1^{er} de la loi française. Nous allons donc en divers paragraphes reprendre l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898.

§ 1^{er}. — *Industrie du bâtiment.*

L'industrie du bâtiment que la loi française énumère tout d'abord a été considérée par presque tous les législateurs comme susceptible d'entraîner de graves dangers et nous allons trouver dans la presque unanimité des législations étrangères les ouvriers du bâtiment bénéficiaires de la législation spéciale des accidents.

L'Allemagne (Loi du 30 juin 1900) assujettit à l'assu-

rance obligatoire « les entreprises industrielles dont l'exploitation comporte des travaux de maçon, charpentier, couvreur ou autres travaux de construction... les travaux de tailleur de pierres et puisatier, ... le ramonage des cheminées et le nettoyage des fenêtres » (*Annuaire Belge de Législation du Travail*, 1900, p. 39).

L'Autriche (Lois du 28 décembre 1887 et du 20 juillet 1894) (*Annuaire de Législation étrangère*, 1887, p. 445 et 1894, p. 293) donne énumération à peu près identique. Elle exclut toutefois la construction à la campagne d'un bâtiment sans étage lorsqu'elle est effectuée par le propriétaire, ses parents et voisins et à condition que parmi eux ne se trouve aucun ouvrier de métier.

Le Danemark (Loi du 7 janvier 1898. *Annuaire de Législation étrangère*, 1898, p. 509), tout en assujettissant l'industrie du bâtiment en excepte la construction des maisons ne comportant qu'un étage et un grenier et les travaux effectués à l'intérieur sans emploi d'échafaudages.

La loi Finlandaise du 5 décembre 1895 (*Bulletin de l'Officè du Travail*, 1900, p. 823) s'inspire des législations Danoise et Autrichienne. Si elle protège les ouvriers du bâtiment, c'est seulement lorsqu'ils sont blessés au cours des travaux autres que la construction des maisons d'habitation particulières dans les campagnes et des maisons à un seul étage dans les villes.

La Suède (Loi du 5 juillet 1901) et la Norvège (Loi du 6 août 1897) assujettissent sans réserves à leur législation spéciale des accidents les travaux de construction, d'installation et de réparation de maisons.

Nous trouvons encore l'industrie du bâtiment assujettie par les législations de la Belgique (Loi du 24 décembre 1903. *Annuaire de Législation étrangère*, 1903, p. 294), de la Hollande (Loi du 2 janvier 1901. Bellom. *Lois d'Assurance ouvrière*, 6^e volume, p. 3808) et du Luxembourg (Loi du 5 avril 1902).

L'Italie (Lois du 17 mars 1898 et du 29 juin 1903. *Annuaire de Législation étrangère*, 1898, p. 392 et 1903, p. 239) et l'Espagne (Loi du 30 janvier 1900. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1900, p. 375). admettent également au bénéfice du risque professionnel les ouvriers des entreprises de construction ou de démolition.

Seules en Europe, la Suisse et la Grèce ne paraissent pas comprendre dans leur législation des accidents l'industrie du bâtiment.

Au contraire nous voyons cette industrie assujettie par la Nouvelle-Zélande (Loi du 18 octobre 1900. Bellom, 6^e volume, p. 3710).

Il nous reste enfin à signaler l'Australie du Sud qui, par sa loi du 5 décembre 1900 (Bellom, 6. 3685) ne vise que les grandes entreprises de construction de maisons, c'est-à-dire celles où on emploie des engins actionnés par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique.

§ 2. — Usines et Manufactures.

La loi Française énumère en second lieu les usines et manufactures, et nous savons que notre jurisprudence comprend sous ces expressions l'industrie tout entière, petite ou grande. Nous avons vu que la loi du 9 avril

1898 assujettit, d'après la Cour de Cassation, non seulement les usines et manufactures mais encore tous les ateliers.

L'examen des diverses législations qui ont admis le risque professionnel nous montrera qu'à ce point de vue seulement et dès avant le vote de la loi d'extension au Commerce la France était loin de tenir le dernier rang.

L'Allemagne qui, nous le verrons, assujettit l'agriculture au risque professionnel ne comprend au contraire l'industrie que d'une manière restreinte dans son système de réparation des accidents du travail.

La loi du 30 juin 1900 sur l'industrie procède par énumération et elle indique les usines métallurgiques, les brasseries industrielles, les ateliers de serrurerie, les forgerons.

La législation Allemande laisse d'ailleurs le soin à l'*Office impérial des Assurances* de déterminer en fait les professions qui seront qualifiées industrielles et comme telles soumises au risque professionnel.

Le criterium qui permet de déterminer ces professions est indiqué par la loi du 30 juin 1900 relative à l'agriculture.

On devra considérer comme des fabriques régies par la loi sur l'assurance des accidents dans l'industrie les exploitations qui ont une grande étendue, ou des installations mécaniques importantes ou occupent un certain nombre d'ouvriers industriels.

En dehors des professions qu'elle énumère, la loi Allemande n'assujettit donc à sa loi d'assurance industrielle que la grande industrie et on peut la considérer à

ce point de vue comme moins extensive que la loi Française.

L'Autriche pose le même principe que la législation de l'Allemagne. En dehors des professions comprises dans le texte des lois du 20 juillet 1894 et du 28 décembre 1887, elle ne comprend que la grande industrie. Les ateliers ne sont pas soumis à l'assurance et une ordonnance du 3 avril 1888 les distingue des fabriques en ce qu'ils occupent moins de vingt ouvriers et que le patron prend part de ses propres mains au travail de ses ouvriers.

La Belgique exclut également les petits ateliers. Elle envisage avant tout dans sa loi du 24 décembre 1903 les entreprises dangereuses et, en dehors des professions énumérées, elle n'assujettit que les exploitations industrielles qui occupent habituellement cinq ouvriers au moins.

La loi Danoise du 7 janvier 1898 ne soumet en principe au risque professionnel que les exploitations industrielles soumises à l'inspection des fabriques, c'est-à-dire la grande industrie. Quant à la petite industrie, la loi laisse au Ministre de l'Intérieur le soin de déterminer en fait les exploitations dangereuses et de les soumettre à la législation spéciale.

La loi Finlandaise du 5 décembre 1895 exclut également la petite industrie. Quant à la loi Grecque du 21 février 1901 elle est encore plus restrictive puisqu'elle ne protège que les ouvriers des établissements métallurgiques. Enfin la loi Suisse du 25 juin 1881 n'envisage expressément que les fabriques.

L'Italie (Loi du 29 juin 1903) n'assujettit l'industrie au risque professionnel qu'aux conditions suivantes :

1° Il est fait usage de machines.

2° La machine n'est pas mue directement par l'ouvrier qui en fait usage.

3° Plus de cinq ouvriers sont employés dans l'entreprise.

La Norvège (Loi du 6 août 1897) ne s'occupe que du travail industriel exécuté dans les fabriques.

Et enfin la loi Suédoise du 5 juillet 1901 en énumérant les industries assujetties exclut en termes formels la petite industrie. Et elle confirme encore cette exclusion en disant que les professions énumérées par elle au paragraphe 5 de son article 2 ne sont soumises au risque professionnel que si elles sont exercées de telle manière et avec un tel développement qu'elles puissent être regardées comme comparables à l'exploitation des fabriques.

Nous venons ainsi de passer en revue les législations qui, à la différence de la loi française, ne comprennent dans leur domaine que la grande industrie ou l'industrie dangereuse.

Il nous reste à indiquer les pays qui, comme notre loi de 1898, assujettissent sans distinction toute l'industrie au risque professionnel.

L'Espagne dans sa loi du 30 janvier 1906 (article 2. 16°) comprend toute l'industrie qui aurait pu être omise dans l'énumération légale. C'est se ranger d'une manière indiscutable à la jurisprudence de notre Cour de Cassation.

La loi Hollandaise du 2 janvier 1901 présente à l'article 10 les professions assujetties sous une énumération de soixante-et-un paragraphes. Les auteurs de la loi se sont visiblement efforcés d'atteindre l'industrie tout entière. On trouve d'ailleurs dans cette longue énumération des formules générales. Le paragraphe 32 énumère les travaux de mise en œuvre ou d'utilisation de métal, de pierre, de bois, de liège ou de roseau. Par contre, pour certaines industries, la loi a pris soin elle-même de faire des restrictions. Ainsi l'industrie de la cordonnerie n'est assujettie qu'autant qu'elle emploie des moteurs. Il est enfin curieux de signaler que la Hollande soumet au risque professionnel des travaux sans but lucratif tels que les travaux exécutés dans les laboratoires pour des recherches scientifiques ou techniques même à l'usage de l'enseignement.

Le Luxembourg comprend dans la loi du 23 décembre 1904 en dehors des professions qu'il énumère toutes les usines, fabriques, manufactures et entreprises industrielles et en général tous les autres métiers à l'exclusion du Commerce, de l'Agriculture et de ses industries annexes. La loi prend même soin de définir les fabriques et déclare qu'on doit entendre par là toutes les entreprises industrielles, qui façonnent ou travaillent des objets dans un but lucratif (*Annuaire de Législation étrangère*, 1904, p. 233.)

La Nouvelle-Zélande (Loi du 18 octobre 1900) assujettit tous les travaux industriels ou manufacturiers.

Enfin l'Australie du Sud (Loi du 5 décembre 1900) en soumettant les usines au risque professionnel donne de

ce mot une large définition en y comprenant les manufactures, ateliers ou locaux dans ou sur lesquels un travail manuel est effectué dans un but lucratif en vue ou à l'occasion de la modification ou de la réparation d'un objet.

§ 3. — *Chantiers.*

Les chantiers sont assujettis par la plupart des lois étrangères.

L'Allemagne indique les chantiers navals ou de construction, l'Autriche les chantiers maritimes, de construction et les chantiers de travaux publics.

La Belgique n'emploie pas l'expression « chantier » mais elle assujettit les travaux de terrassement qui, nous l'avons vu, sont compris dans cette expression par la jurisprudence de notre Cour de Cassation.

Le Danemarck énumère les chantiers de construction, l'établissement de chemins de fer, tramways, de routes, de ponts, de digues, de canaux, d'écluses, les travaux de constructions hydrauliques et le travail dans les entrepôts.

On retrouve dans la législation espagnole des expressions presque identiques. Elle assujettit expressément en outre les entrepôts et les dépôts en gros de charbon et de bois à brûler et de construction à propos desquels il s'est produit en France tant de difficultés. Elle indique enfin les théâtres parmi les entreprises soumises au risque professionnel.

La longue énumération de la loi Hollandaise vise de nombreux travaux qui s'exercent sur des chantiers.

L'Italie assujettit les chantiers de constructions maritimes, les travaux d'amélioration hydraulique, la construction et la réparation des ponts et tunnels, la construction des chemins de fer et des routes.

La loi du Luxembourg vise expressément les chantiers commerciaux en énumérant les entreprises de dépôts faisant partie d'une exploitation commerciale en gros.

Nous retrouvons encore les chantiers dans les législations Norvégienne et Suédoise.

La portée générale des expressions employées par la loi Néo-Zélandaise nous permet d'y comprendre les chantiers qui sont une forme du travail industriel, commercial ou agricole.

Quant à l'Australie du Sud l'article 2 de la loi du 5 décembre 1900 nous indique que l'expression « usine » comprend les chantiers où un travail est effectué dans un but lucratif en vue ou à l'occasion de la modification ou de la réparation d'un objet.

§ 4. — *Entreprises de Transports.*

Les entreprises de transports, particulièrement les chemins de fer, sont assujettis au risque professionnel par la plupart des législations étrangères.

L'Allemagne (Loi du 30 juin 1900) comprend dans l'assurance obligatoire les chemins de fer, le voiturage, la navigation intérieure.

En Autriche, l'assujettissement des entreprises de transports a exigé deux interventions législatives.

La loi du 28 décembre 1887 ne protégeait les ouvriers employés aux travaux de chemins de fer ou de navigation intérieure qu'au cas où ces travaux feraient partie intégrante d'une industrie elle-même soumise à l'assurance obligatoire.

L'assujettissement complet n'a eu lieu qu'à la suite de la loi du 20 juillet 1894. Aux termes de cette loi sont soumis à l'obligation de l'assurance :

1° Tous les établissements des entreprises de chemins de fer quelle que soit la force motrice qui les actionne.

2° Les établissements de toutes autres entreprises qui ont pour objet le transport industriel de personnes ou de marchandises soit par voie de terre, soit sur les fleuves, soit sur des voies de navigation intérieure.

La marine au contraire, comme en droit français, est exclue de la législation des accidents.

La formule de la loi Autrichienne se retrouve dans la loi Belge du 24 décembre 1903 qui soumet au risque professionnel les entreprises de transport par terre de personnes et de choses, les entreprises de navigation intérieure, de halage et de remorquage.

Le Danemark (Loi du 7 janvier 1898) n'assujettit expressément que l'exploitation de chemins de fer, de tramways et d'omnibus.

La loi Espagnole du 30 janvier 1900, à l'inverse des législations précédentes, soumet les transports par mer au même régime que le roulage et les transports par voie de terre ou par canaux.

Avec la loi italienne du 17 mars 1898 nous sommes ramenés à la formule de la législation française et

l'énumération de cette loi ne comprend que l'exploitation de voies ferrées, des moyens de transports sur les rivières, les canaux et les lacs, et enfin l'exploitation des tramways à traction mécanique.

Le Luxembourg (Loi du 5 avril 1902) assujettit par une énumération analogue à celle de la loi italienne l'exploitation des chemins de fer, et des tramways, les entreprises industrielles de voiturage, les entreprises de navigation intérieure de passage des cours d'eau par bac et par bateau. Sont mêmes soumises à l'assurance obligatoire les entreprises de transport faisant partie d'une exploitation commerciale en gros alors que la loi du 23 décembre 1904, extensive de la loi de 1902, exclut expressément les entreprises commerciales.

La loi hollandaise du 2 janvier 1901 exclut de sa protection la grande navigation maritime. L'article 10, paragraphe 6, ne comprend en effet dans sa longue énumération que :

1° la navigation avec des bateaux se rendant d'ordinaire d'un lieu du royaume à un autre, c'est-à-dire, pour la navigation maritime, le cabotage seulement ;

2° les entreprises dont les bateaux naviguent exclusivement sur les rivières et les eaux intérieures et en même temps viennent régulièrement de l'étranger ou s'y rendent.

En outre les entreprises de transport de marchandises par terre sont toutes soumises au régime de la loi sur les accidents (Art. 10, § 15). Enfin le § 14 de l'article 10 y comprend également les entreprises de chemins de fer, de tramways et d'omnibus.

La Suède et la Norvège ne visent expressément que l'exploitation des chemins de fer et des tramways.

L'État de Maryland enfin parmi les rares exploitations qu'il indique dans sa loi du 1^{er} avril 1902 (Bellom. 7^e volume. Annexe 33) comprend également l'industrie des chemins de fer et des tramways.

§ 5. — *Entreprises de chargement et de déchargement ;
Magasins publics.*

Les dangers que présentent les entreprises de chargement et de déchargement ainsi que la manutention des marchandises qui s'opère dans les magasins publics ont attiré l'attention de la plupart des législateurs qui se sont occupés du risque professionnel.

La loi allemande du 30 juin 1900 sur l'industrie assujettit les entreprises industrielles de déchargement, de manutention, de triage, de pesage, de mesurage, de visite et d'arrimage et vise en outre les entreprises d'expédition, d'emmagasinement, d'entreposage et d'encavement.

L'Autriche (Loi du 20 juillet 1894) soumet à la législation spéciale les entreprises industrielles de magasinage.

La loi belge du 24 décembre 1903 emploie une formule analogue à celle de notre loi de 1898 en assujettissant les entreprises d'emmagasinement, d'emballage, de chargement et de déchargement.

Le chargement et le déchargement des marchandises ainsi que le travail dans les entrepôts font l'objet d'une disposition de la loi danoise du 7 janvier 1898.

Le § 15 de la longue énumération de la loi hollandaise du 2 janvier 1901 vise les travaux des entrepreneurs de lestage, de chargement et de déchargement, d'empilage, de pesage... ou d'emmagasinage de marchandises.

En Espagne, depuis la loi du 30 janvier 1900 le personnel employé au chargement et au déchargement est appelé à bénéficier de la législation spéciale des accidents.

La loi italienne du 29 janvier 1903 fait une distinction. Elle protège expressément et sans réserves les ouvriers occupés aux opérations de chargement et de déchargement des produits extraits des mines et carrières et dans les entreprises de chargement et de déchargement des matériaux destinés à la construction ou provenant de la démolition.

Les autres entreprises de chargement ou de déchargement ne sont assujetties que si plus de cinq ouvriers y sont occupés.

Au Luxembourg l'assurance obligatoire contre les accidents comprend sans distinctions les entreprises de chargement et de déchargement et les dépôts en gros de marchandises.

La Norvège, comme la France, paraît n'assujettir que les entreprises de chargement et de déchargement des navires et spécifie que ces travaux, lorsqu'ils sont effectués par l'équipage du navire ne sont pas compris dans l'assurance obligatoire. La loi Norvégienne vise également les magasins et entrepôts.

L'énumération de la Suédoise du 5 juillet 1901 comprend le chargement et le déchargement des marchandises.

L'Australie du Sud enfin (Loi du 5 décembre 1900) applique sa législation des accidents aux ouvriers occupés dans les docks ainsi que dans les opérations de chargement et de déchargement.

§ 6. — *Mines, Minières et Carrières.*

Les dangers que présente le travail dans les mines ont attiré l'attention des législateurs étrangers. Dans toutes les lois que nous étudions les mines sont énumérées parmi les professions assujetties.

La loi allemande du 30 juin 1900 indique les mines, salines, carrières et minières.

L'Autriche protège par sa loi du 28 décembre 1887 les ouvriers des mines non soumises au régime minier.

Quant aux mines soumises au régime minier elles font l'objet d'une loi spéciale.

En Belgique la loi du 24 décembre 1903 assujettit comme notre loi de 1898 les mines, minières et carrières.

L'article 10 (Paragraphe 20, 21 et 22) de la loi Hollandaise du 2 janvier 1901 vise l'industrie de la tourbe, les travaux d'extraction de minerai de fer, de gravier ou de cailloux, et enfin les travaux d'exploitation de carrières de pierres.

L'Espagne (Loi du 30 juin 1900) énumère (Article 3, § 27) les mines, salines et carrières, et l'Italie les mines, carrières et tourbières (Lois du 17 mars 1898 et du 29 juin 1903).

La loi Grecque du 21 février 1901 (Loi 2841), qui ne

comprend dans son domaine qu'un petit nombre de professions assujettit les mines au régime qu'elle édicte.

Le Luxembourg soumet aux prescriptions de ses lois du 5 avril 1902 et du 23 décembre 1904, l'exploitation industrielle des mines minières et carrières de tous genres.

La loi Suédoise du 5 juillet 1901 indique dans son énumération l'exploitation des mines et de carrières de pierre ou de chaux et on retrouve ces industries dans la loi de Norwège du 6 août 1897.

En Amérique, l'État de Maryland, où les industries soumises au régime de la loi du 1^{er} avril 1902 sont relativement peu nombreuses, assujettit l'industrie des mines de houille, des glaisières et des carrières de pierre.

Enfin les mines et les carrières sont visées par les lois de l'Australie du Sud (5 décembre 1900) et de la Nouvelle-Zélande (3 octobre 1902).

SECTION III. — EMPLOI DE MACHINES

ET DE MATIÈRES EXPLOSIVES.

L'emploi de machines ou de matières explosives entraîne dans la plupart des législations étrangères l'assujettissement à la loi spéciale des accidents.

L'Allemagne ne vise pas spécialement l'emploi de moteurs parce que les pouvoirs attribués à l'office Impérial des Assurances lui permettent de soumettre, soit

à la législation industrielle, soit à la législation agricole, toutes les professions dont l'exercice présente des dangers. En ce qui concerne les matières explosives, la fabrique de ces matières ou d'objets explosibles est soumise au régime de l'assurance industrielle.

En Autriche, au contraire, l'emploi des moteurs est réglementé d'une manière détaillée. Aux termes de la loi du 28 décembre 1887 (Article 1^{er}. Traduction de l'Annuaire de législation étrangère, 1887, p. 445) est assuré contre les suites des accidents arrivés en cours de travail : « tout travail industriel, agricole ou forestier, dans lequel sont employées des machines à vapeur ou toute autre machine mue par une force élémentaire (vent, eau, vapeur, gaz, air chaud, électricité), ou par des animaux. Cette disposition ne s'applique pas aux travaux dans lesquels on n'emploie que d'une façon transitoire une machine motrice n'appartenant pas à l'exploitation. »

En tout cas, la seule présence d'une machine, même si elle n'est mise en mouvement que par des animaux, suffira à assujettir l'exploitation tout entière. La protection de la loi ne peut être limitée aux dangers spéciaux qu'entraîne l'emploi du moteur que dans les exploitations agricoles ou forestières.

Enfin, la loi Autrichienne vise également tous les travaux dans lesquels on emploie ou produit des matières explosives.

L'énumération de la loi Danoise du 7 janvier 1898 comprend les exploitations qui produisent des matières ou des objets explosibles ou qui emploient normalement des matières du même genre. Cette loi soumet, en

outre, à son régime, toute exploitation où sont employées des machines qui sont mues par des moteurs d'une nature telle que l'exploitation soit soumise à l'inspection des fabriques.

La Suède ne s'occupe pas spécialement de l'emploi de moteurs, mais vise par sa loi du 5 juillet 1901 la fabrication de matières explosives et l'enlèvement des roches à la mine.

La loi Norvégienne du 6 août 1897 énumère dans son article 1^{er} les exploitations qui produisent ou emploient dans l'exercice de l'industrie des matières explosives ou facilement inflammables. En outre, est assujéti tout travail industriel qui comporte l'emploi d'une force motrice autre que celle de l'homme ou l'emploi de chaudières à vapeur.

En Hollande (Loi du 2 janvier 1901), l'emploi d'un moteur n'entraîne la soumission au risque professionnel, qu'autant que cet emploi a lieu dans une industrie. L'article 11 spécifie en effet que l'agriculture, la garde du bétail, le jardinage et la sylviculture, les transports et l'industrie de la pêche, en tant qu'elle ne rentre pas dans les termes de l'article 10, ne sont pas assujettis à l'obligation de l'assurance, même lorsqu'ils sont exercés dans des entreprises où un moteur est employé pour l'industrie. D'autre part, les travaux de mise en œuvre ou d'utilisation de paille ne sont visés par la loi que si un moteur est employé pour l'exécution du travail.

Quant aux matières explosives elles font l'objet de dispositions précises et détaillées. Sont assurées conformément aux dispositions de la loi du 2 janvier 1901 :

1° Les industries dont l'exercice partiel ou total comporte l'emploi habituel de vapeur ou de gaz dont la tension... excède une limite qui est fixée par un règlement d'administration générale ;

2° Les industries dont l'exercice partiel ou total comporte habituellement l'emploi ou la mise en œuvre en quantité supérieure à la limite fixée par un règlement d'administration générale de matières facilement inflammables, explosives ou volatiles, ou de matières dont les vapeurs forment avec l'air des mélanges explosifs ;

3° Les industries qui comportent la fabrication, le transport ou la garde de l'une ou de plusieurs des matières visées à l'alinéa précédent ;

4° Les entreprises des commerçants en matières de la nature de celles qui sont visées sous le n° 2, lorsque ces commerçants, pour l'exercice de leur profession, ont habituellement un approvisionnement de l'une ou de plusieurs de ces matières en quantité supérieure à la limite qui est fixée par un règlement d'administration générale.

L'emploi permanent de chaudières à vapeur ou de machines mues par une force autre que la force humaine, était au Luxembourg, sous le régime de la loi du 5 avril 1902, la condition essentielle de l'obligation de l'assurance pour les professions qui y étaient soumises. La loi du 23 décembre 1904 a supprimé cette condition.

L'énumération de la loi de 1902 comprend enfin les entreprises pour la production du gaz, de la force électrique et des matières explosives.

La Belgique (Loi du 24 décembre 1903) assujettit les entreprises dont l'exercice comporte l'emploi de vapeur, d'air, de gaz ou d'électricité, dont la tension excède une limite déterminée par arrêté royal du 23 décembre 1904 (Pasinomie 1904, n° 326), la fabrication des produits chimiques du gaz et des allumettes. La loi s'applique en outre à toutes les entreprises où il est fait usage autrement qu'à titre temporaire de machines mues par une force autre que celle de l'homme et des animaux.

L'Espagne (Loi du 30 juin 1900) vise les établissements où se fabriquent et s'emploient pour les besoins de l'industrie des matières explosives ou inflammables, insalubres ou toxiques. La loi Espagnole est donc sur ce point plus large que la nôtre qui n'attache aucune importance particulière à l'emploi des matières toxiques.

En outre, d'après la législation Espagnole, l'emploi de moteurs a deux effets :

1° Les fabriques, les ateliers et les établissements industriels sont soumis à la loi de 1900 lorsqu'ils font usage d'une force [quelconque autre que celle de l'homme.

2° L'agriculture et les exploitations forestières sont également assujetties lorsqu'elles emploient des moteurs actionnés par une force autre que celle de l'homme, mais la responsabilité des agriculteurs est limitée au personnel exposé aux dangers des machines.

La législation des accidents s'applique encore à la fabrication ou à l'emploi de matières explosives d'après la loi Italienne du 29 juin 1903. Cette loi soumet en outre à son régime les entreprises qui font usage de

machines lorsque les deux conditions suivantes sont remplies : la machine n'est pas mue directement par l'ouvrier qui en fait usage et plus de cinq ouvriers sont occupés dans l'entreprise. Elle protège en outre les ouvriers occupés au service de machines mues par des agents inanimés et à celui des moteurs de ces machines lorsqu'elles sont affectées à un usage industriel ou agricole. Enfin la manœuvre des canons ou autres appareils employés à combattre la grêle est comprise dans les dispositions de la loi Italienne.

SECTION IV. — LE COMMERCE.

Les entreprises commerciales échappent dans la plupart des lois étrangères à l'application du risque professionnel.

On ne les trouve guère assujetties d'une manière presque complète que par la loi Belge du 24 décembre 1903.

Elles le sont même d'une manière plus complète que l'industrie. Les exploitations industrielles en effet qui ne sont pas comprises dans l'énumération de la loi ne sont soumises à ses dispositions qui si elles emploient cinq ouvriers au moins. L'emploi de *trois* ouvriers suffira en ce qui concerne les exploitations commerciales ou même agricoles.

Les pouvoirs de l'Office Impérial Allemand des assurances lui permettent d'assujettir les entreprises commerciales qu'il considère comme dangereuses.

L'énumération de la loi Hollandaise malgré son étendue ne comprend que l'industrie. Le commerce des matières explosives est seul expressément visé.

La loi du 23 juillet 1894 en Norvège assujettit les entreprises de Commerce qui font usage d'une force motrice autre que celle de l'homme ou qui emploient des machines à vapeur.

Il faut aller jusqu'en Nouvelle-Zélande (Loi du 18 octobre 1900) pour retrouver le commerce soumis au même régime que l'industrie.

La France se trouve donc, en ce qui concerne les entreprises commerciales, à la tête des pays qui ont une législation des accidents. Il n'y a qu'en France et en Nouvelle-Zélande que l'assujettissement du Commerce ait lieu sans aucune restriction.

SECTION V. — L'AGRICULTURE.

Si nous avons trouvé dans la plupart des législations étrangères pourvues d'une loi spéciale des accidents l'industrie assujettie dans une mesure plus ou moins large au risque professionnel, l'agriculture comme le commerce reste au contraire en général soumise au droit commun.

La France comme nous l'avons indiqué ne soumet l'agriculture au risque professionnel que pour les accidents causés par l'emploi de moteurs. L'assimilation à l'industrie n'est pas encore faite et il n'y a à cet égard que des projets.

L'Allemagne au contraire, par sa loi du 30 juin 1900, a donné à ces projets force législative. Aux termes de l'article 1^{er}, tous les ouvriers et employés techniques occupés dans les exploitations agricoles ou forestières sont assurés contre les suites des accidents survenant dans le travail.

Il en est de même des ouvriers et employés des entreprises que l'entrepreneur d'une exploitation agricole ou forestière exploite à côté de son exploitation agricole ou forestière mais en dépendance économique de celle-ci.

Et la loi range parmi ces entreprises celles qui ont pour but exclusif et principal :

1° L'élaboration ou la mise en œuvre de produits de l'exploitation agricole ou forestière de l'entrepreneur ;

2° Ou la satisfaction des besoins de son exploitation agricole ou forestière ;

3° Ou la mise en valeur ou la culture de portions de sa terre.

Les réparations courantes aux bâtiments servant à l'exploitation agricole et forestière et les travaux d'aménagement du sol et autres appartenant à la culture, en particulier la création ou l'entretien effectués dans ce but de chemins, de digues, de canaux ou de rigoles sont considérés comme des parties de l'exploitation agricole et forestière, si des entrepreneurs d'exploitation agricole ou forestière les exécutent sur leurs propres terres sans en charger d'autres entrepreneurs.

Les travaux que les agriculteurs accomplissent dans un but d'intérêt communal en vertu d'une obligation de

droit public pour la création ou l'entretien de bâtiments, des chemins, canaux, digues et rigoles sont rangés au nombre des exploitations agricoles ou forestières.

Le jardinage industriel, le jardinage d'art et de commerce, l'arboriculture et les semis sont considérés comme des exploitations agricoles.

Le bénéfice de la loi s'étend même aux travaux de ménage que les ouvriers agricoles effectuent pour leur patron.

La loi donne au surplus pleins pouvoirs à l'*Office Impérial* pour trancher toutes les difficultés relatives à l'assujettissement.

L'*Office Impérial* doit s'inspirer, pour faire la répartition entre l'industrie et l'agriculture, de l'étendue de l'exploitation, de son installation mécanique spéciale et du nombre des ouvriers industriels qu'elle emploie.

Les grandes exploitations seront qualifiées industrielles et les petites conserveront leur caractère agricole ou seront assimilées au régime de l'agriculture. Ce régime n'est pas le même que le système de réparation des accidents imposé à l'industrie. Et, si l'idée du risque professionnel en reste le principe dominant, il est certain que les dispositions de la loi agricole en atténuent les conséquences. Nous n'avons d'ailleurs pas à entrer dans les détails de la loi de 1900.

La loi Belge du 24 décembre 1903 comprend dans son énumération les exploitations forestières.

Quant aux autres exploitations agricoles, elles ne sont assujetties qu'autant qu'elles occupent trois ouvriers au moins. Il est d'ailleurs curieux de constater que

l'agriculture se trouve soumise en Belgique au risque professionnel d'une manière plus large que l'industrie. En dehors des entreprises spécialement indiquées par l'article 2, l'industrie n'est assujettie qu'autant que cinq ouvriers au moins sont employés. Pour l'agriculture, l'emploi de trois ouvriers suffit.

La Nouvelle-Zélande, depuis la loi du 3 octobre 1902, soumet l'agriculture au risque professionnel.

La loi comprend sous l'expression agriculture : l'horticulture, la sylviculture, l'usage de la terre en vue d'un objet agricole, la garde et l'élevage du bétail.

Les législations Belge, Allemande et Néo-Zélandaise dont nous venons de préciser les termes soumettent l'agriculture à leur législation spéciale pour tous les accidents du travail.

Nous allons trouver au contraire dans d'autres législations une restriction analogue à celle de notre loi du 30 juin 1899.

L'Autriche, qui, sur beaucoup de points, reproduit la législation allemande, s'en sépare en ce qui concerne l'assujettissement de l'agriculture.

L'agriculture n'est assujettie (Loi du 28 décembre 1887) qu'autant qu'elle emploie des machines à vapeur ou toute autre machine mue par une force élémentaire ou par des animaux. Il est nécessaire que cette machine appartienne à l'exploitation ou serve d'une manière permanente. La loi exclut les travaux dans lesquels on n'emploie que d'une façon transitoire une machine motrice n'appartenant pas à l'exploitation.

Le seul fait de la présence d'une telle machine n'au-

torise pas tous les ouvriers à prétendre à l'application du risque professionnel. Si elle peut être utilisée de façon qu'un nombre restreint d'ouvriers soient seuls exposés aux dangers de son emploi, l'obligation de l'assurance se limite aux seules personnes exposées à ce danger.

La loi Espagnole du 30 janvier 1900, comme la loi Autrichienne que nous venons d'analyser, n'assujettit les exploitations agricoles ou forestières qu'autant qu'elles emploient des moteurs actionnés par une force autre que celle de l'homme et ne protège que le personnel exposé aux dangers des machines.

A la différence de notre loi de 1899 l'Autriche et l'Espagne comprennent dans le risque professionnel les accidents causés par les machines mises en mouvement par des animaux.

La législation Italienne, comme la nôtre, ne protège que les ouvriers employés au service des machines mues par des agents inanimés et à celui des moteurs de ces machines. Nous devons indiquer en outre que l'Italie comprend parmi les machines les canons ou autres appareils employés à combattre la grêle.

La Suède, enfin, dans sa loi du 5 juillet 1901, ne comprend que les exploitations forestières et n'assujettit à aucun point de vue les autres exploitations agricoles.

SECTION VI. — L'ASSUJETTISSEMENT FACULTATIF.

La loi du 18 juillet 1907 qui permet en France à tout chef d'entreprise de se soumettre aux dispositions de la

législation des accidents, est l'application d'une idée qui se trouve déjà mise en œuvre dans la loi Belge du 24 décembre 1903. Mais si le principe de l'assujettissement facultatif est appliqué en Belgique, les formalités à remplir diffèrent de celles imposées par la législation française. Alors que la loi Française exige un accord de volontés entre le patron et l'ouvrier, la loi Belge se contente de la volonté du chef d'exploitation.

Il suffira, pour réaliser l'assujettissement, d'une déclaration du chef d'entreprise au greffe de la justice de paix, sans qu'il soit besoin du consentement des ouvriers auxquels cette déclaration s'imposera.

C'est ce système qui se trouvait reproduit dans un rapport de M. Chauvin sur le projet français d'extension à l'agriculture de la loi du risque professionnel et nous avons vu que la thèse de l'assujettissement contractuel a prévalu.

L'idée de soumission facultative à la législation des accidents est enfin appliquée par la loi du Luxembourg du 23 décembre 1904. Au Luxembourg, c'est le système de l'assurance obligatoire qui prévaut, mais le commerce et l'agriculture en sont en principe exclus. L'article 3, § 2, déclare toutefois que les commerçants auxquels on assimile les chefs d'entreprises ne présentant que des risques professionnels insignifiants sont autorisés à assurer leur personnel contre les suites d'accidents en faisant une déclaration écrite au Président de l'Association d'Assurance contre les accidents.

SECTION VII. — ASSUJETTISSEMENT DE L'ÉTAT, DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

Nous avons vu que, si l'assujettissement de l'État à la législation des accidents résulte en France tant des travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 que de la jurisprudence qui l'a interprétée, aucune disposition expresse n'existe à cet égard. En tout cas il est certain que si les entreprises lucratives de l'État sont soumises au risque professionnel, les services publics y échappent complètement.

Nous allons constater au contraire que diverses législations n'ont pas hésité à assimiler expressément l'État aux particuliers et que certaines d'entre elles estiment que des services publics, les postes par exemple, doivent répondre des accidents conformément aux règles du risque professionnel.

L'Allemagne (Loi du 30 juin 1900 sur l'industrie) vise les exploitations des administrations des postes et télégraphes, celles des administrations de la marine et de la guerre y compris les travaux de construction exécutés par ces administrations pour leur propre compte.

L'assurance obligatoire s'étend en Autriche aux exploitations de l'État et autres personnes morales du droit public.

La loi du 20 juillet 1894 assujettit même d'une manière expresse les corporations de sapeurs-pompiers.

Enfin l'article 4 de la loi du 28 décembre 1887 dispense l'État de l'assurance lorsque l'accident attribue à la victime ou à ses héritiers un droit à une pension dont la rente égale ou dépasse celle établie par la législation des accidents.

La législation du Luxembourg (Loi du 5 avril 1902, art. 1^{er}, §§ 13 et 14) soumet à son régime :

1^o Les constructions, entreprises de terrassement et autres travaux exécutés sans l'intermédiaire d'entrepreneurs de profession par l'État, les communes et les établissements publics;

2^o L'exploitation par l'État du télégraphe et du téléphone. Et enfin toutes les autres entreprises industrielles dont l'État assume la direction.

D'après l'article 3 de la loi hollandaise du 2 janvier 1901, si un établissement public fait exécuter par des personnes à son service des travaux d'une nature telle que ces personnes seraient assurées en vertu de l'article 1^{er} si elles exécutaient les travaux au service d'une personne privée, l'établissement public est considéré relativement à ces travaux comme exerçant une industrie assujettie à l'obligation de l'assurance. Cette loi comprend en outre dans son énumération les travaux des sapeurs-pompiers.

La loi suédoise du 5 juillet 1901 assimile aux industriels l'État et la commune qui exercent, sous la forme professionnelle, une des industries désignées à l'article 2 de la loi.

Les ouvriers occupés aux travaux faits pour le compte de l'État ou des communes sont protégés par la législa-

tion de la Norvège comme les autres ouvriers. L'application des lois sur les accidents n'est écartée que si un système d'indemnités administratif accorde à l'ouvrier une réparation équivalente (Loi du 23 juillet 1894).

L'exploitation des télégraphes et téléphones est comprise dans l'énumération de la loi belge du 24 décembre 1903. D'autre part cette loi ne fait aucune distinction entre les entreprises privées ou publiques qui sont soumises au même régime.

La Nouvelle-Zélande, enfin, assujettit au risque professionnel les travaux effectués par ou pour le compte de la Couronne ou d'une autorité locale au même titre que les travaux exécutés par les particuliers (Loi du 18 octobre 1900).

Vu, par le Président :

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur de l'Académie,

V. BONNARIC.

BIBLIOGRAPHIE

BELLOM. — Lois d'assurances ouvrières à l'étranger.

Annuaire de Législation étrangère.

Annuaire Belge de Législation du Travail.

Pasmomie Belge.

Bulletin de l'Office du Travail.

DALLOZ.

SIREY.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Le Droit.

La Loi.

Journal des Assurances.

Moniteur Judiciaire de Lyon.

SCHAFFHAUSER. — Table perpétuelle de Jurisprudence. V. Accidents du Travail.

Journal Officiel.

Recueils de Documents sur les accidents du travail, recueillis par le Ministère du Commerce.

LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel.

Adrien SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.	1
INTRODUCTION. — Définition du risque professionnel. La responsabilité des accidents avant et après la loi du 9 avril 1898.	5
CHAPITRE PREMIER. — Détermination du principe d'interprétation de la loi du 9 avril 1898.	13
CHAPITRE II. — Industrie du bâtiment.	21
CHAPITRE III. — Usines et manufactures.	24
CHAPITRE IV. — Chantiers.	32
CHAPITRE V. — Entreprises de transport.	36
CHAPITRE VI. — Entreprises de chargement et de déchargement. . .	42
CHAPITRE VII. — Magasins publics.	45
CHAPITRE VIII. — Mines, minières, carrières.	47
CHAPITRE IX. — Le Commerce.	51
<i>Section I.</i> — Le Commerce avant la loi du 12 avril 1906. . . .	52
<i>Section II.</i> — La loi du 12 avril 1906.	57
CHAPITRE X. — L'Agriculture.	62
<i>Section I.</i> — Travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1899. . .	62
<i>Section II.</i> — Commentaire de la loi du 30 juin 1899. . . .	65
<i>Section III.</i> — Les projets de réforme de la législation actuelle. .	73

CHAPITRE XI. — La loi du 18 juillet 1907.	80
CHAPITRE XII. — Situation de l'État, des Départements, des Communes et des Établissements publics, à l'égard de la législation des accidents du travail.	85
CHAPITRE XIII. — Droit comparé.	97
<i>Section I.</i> — L'Angleterre.	98
<i>Section II.</i> — L'Industrie.	101
§ 1 ^{er} . — Industrie du bâtiment.	101
§ 2. — Usines et Manufactures.	103
§ 3. — Chantiers.	108
§ 4. — Entreprises de transports.	109
§ 5. — Entreprises de chargement et de déchargement, magasins publics.	112
§ 6. — Mines, minières, carrières.	114
<i>Section III.</i> — Emploi de machines et de matières explosives.	115
<i>Section IV.</i> — Le Commerce.	120
<i>Section V.</i> — L'Agriculture.	121
<i>Section VI.</i> — L'assujettissement facultatif.	125
<i>Section VII.</i> — Assujettissement de l'État, des Départements, des Communes et des Établissements publics.	127
BIBLIOGRAPHIE.	130

